

RAPPORT FINAL

Évaluation des activités du programme Solidarité Eau soutenues par la division du partenariat avec les ONG (DPO) de l'AFD (2011-2012)

Jean Martial Bonis Charancle
Cyrille Vallet

Février 2013

Résumé

Le pS-Eau est un collectif multi-acteurs dont l'objectif principal est d'"améliorer la qualité et le nombre des initiatives locales de coopération internationale" dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. Le pS-Eau a réalisé en 2011-2012 un projet intitulé "Appuyer et développer les actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement" qui a reçu un co-financement de l'AFD (DPO). L'évaluation de ce projet, objet du présent rapport, s'est déroulée entre octobre 2012 et février 2013.

Bilan des activités 2011-2012

L'évaluation a conclu sans équivoque à une efficacité (comparaison prévu-réalisé) et une efficience (rapport coûts-produits) élevées.

Publications

Avec près de 50 documents de diverses natures publiés en 2011-2012, le pS-Eau est un acteur important dans le domaine de la publication en langue française de documents sur le secteur eau potable et assainissement. Les attentes et la satisfaction des membres sont grandes concernant ce rôle, ce qui constitue un bon indicateur de la pertinence du pS-Eau dans ce domaine.

Les documents publiés sont synthétiques et pédagogiques, mais restent difficilement accessibles pour les acteurs locaux. Le pS-Eau devrait évaluer les possibilités de se doter d'une stratégie pour favoriser la diffusion de ses contenus vers ce public cible qui est important pour lui.

La ligne éditoriale du pS-Eau est dure à suivre lorsqu'on regarde l'ensemble des publications. Il en découle un manque de lisibilité de l'ensemble de l'effort de publication, au détriment de l'image du pS-Eau. Une amélioration simple pourrait provenir de la classification plus claire des différents documents dans des catégories mieux délimitées, au sein desquelles les documents seraient numérotés.

Recherche et développement

La période 2011-2012 a été centrée sur la valorisation des résultats du programme "Stratégies municipales concertées" ainsi que sur la production de notes techniques, bilans ou analyses sur 8 nouveaux sujets de recherche développement. Un seul sujet (Gestion mini-égouts) a bénéficié des financements nécessaires à une phase d'expérimentation. 2011-2012 coïncide donc avec des difficultés croissantes de financement de l'expérimentation, malgré le crédit accordé au travail réalisé dans le cadre de SMC.

Ce constat doit amener le pS-Eau à déterminer s'il doit porter obligatoirement au moins un projet phare d'expérimentation par période, pour participer activement à la communauté R&D dans le secteur EPA, où s'il est suffisant qu'il se concentre sur l'élaboration de bilans-synthèses?

Accueil et accompagnement des acteurs (pôle CDNG)

Les demandes pour les prestations d'appui-conseil sont en augmentation. En 2011-2012, 331 prestations ont concerné 32 pays, avec une concentration forte sur 4 pays (Mali; Burkina Faso; Madagascar; Sénégal). Le pS-Eau est reconnu en termes d'accompagnement au montage de projets, particulièrement auprès de petits acteurs. Les membres apprécient que le pS-Eau soit pertinent sur le plan technique tout en étant sensible aux questions organisationnelles et institutionnelles.

La période 2011-2012 fait apparaître une montée en puissance du rôle d'animation et de mise en relation du pS-Eau. Les attentes concernant ce rôle sont élevées. Cette évolution renforce l'image d'ensemblier du pS-Eau.

La stratégie "pays prioritaires" du pS-Eau est efficace. Elle associe: une connaissance poussée du contexte, des acteurs et de leurs actions; l'appui conseil auprès des acteurs français et locaux; l'organisation d'activités d'échanges et de concertation; la production de publications spécifiques; un rôle d'interface entre l'administration et la coopération décentralisée (apprécié des acteurs publics).

Les limites de la stratégie "pays prioritaires" du pS-Eau sont: qu'elle ne permet pas nécessairement de percevoir certaines opportunités (de financement de R&D; d'alliances; etc.) et d'avoir la réactivité nécessaire pour s'en saisir ; qu'elle ne permet pas au pS-Eau d'être partie prenante des

discussions dans les pays prioritaires (sauf à en être l'initiateur) ; et qu'elle peut tendre à enfermer dans une logique bilatérale France-Pays partenaire.

Le dépassement de ces limites est constaté à Madagascar, où le partenariat pS-Eau-CITE a débouché sur la création du Ran'Eau, dont la progression apparaît comme un résultat important de la période 2011-2012. La plateforme Ran'Eau a su trouver sa place comme espace d'information de concertation auquel participe les pouvoirs publics et les acteurs des collectivités locales malgaches.

Présence internationale

2011-2012 coïncide avec la mise en œuvre d'une volonté de présence plus systématique dans les événements internationaux (19 événements importants en 2 ans, sur tous les continents). Le FME 6 a été l'événement majeur de la période 2011-2012 pour le pS-Eau.

L'effort de présence dans les événements internationaux a accru la visibilité du pS-Eau et a débouché fin 2012 sur le développement de nouvelles relations partenariales. Cette présence a été possible d'une part du fait de la position occupée par le pS-Eau en France qui a justifié son rôle dans la préparation du FME et d'autre part du fait de la capacité de présenter sur des sujets pertinents (SMC; financement type loi Oudin).

Site internet et bases de données

Le pS-Eau consacre un temps plein à son site internet, c'est un point fort qui permet un dynamisme et un professionnalisme que d'autres réseaux n'ont pas à ce niveau. Le site reçoit plus de 150000 visiteurs par année. Ce sont les bases de données qui occasionnent la majorité des visites. L'ensemble de ces bases de données constitue un centre de ressources unique. L'ajout de documents a été continu en 2011-2012: plus de 600 documents et 450 outils pédagogiques ont été ajoutés en deux ans, ainsi que 317 nouvelles fiches actions. 3150 nouveaux contacts ont été ajoutés.

Il y a encore un potentiel d'amélioration au niveau du site internet. La convivialité de l'interface du moteur de recherche pourrait être améliorée et le pS-Eau devrait réaliser un travail plus systématique pour que des liens avec le site du pS-Eau soient établis par la communauté "EPA".

Effets et impacts

Connaissance et compréhension des enjeux du secteur EPA

La contribution du pS-Eau dans ce domaine est importante principalement grâce à son travail de producteur et de diffuseur de références. Le travail de publication du pS-Eau contribue à équilibrer les publications anglophones et francophones. Plusieurs constats valident la stratégie de publication du pS-Eau 2011-2012 et devrait l'encourager à la poursuivre en 2013-2015: les publications du pS-Eau tiennent leur rang au sein de l'ensemble de la documentation proposée dans les bases de données; les publications "pays prioritaires" tirent également leur épingle du jeu; les téléchargements des versions anglaises des guides SMC 1 et 6 valident la stratégie de traduction en anglais des références issues de l'expérimentation.

En ce qui concerne la valorisation de SMC, le pS-Eau peut considérer le verre comme à moitié plein ou à moitié vide. Les guides SMC sont appréciés, ils sont téléchargés et distribués de manière importante. SMC a permis au pS-Eau de progresser sur la scène internationale et de se rapprocher des acteurs anglophones. Mais les moyens manquent pour en faire une méthode de travail largement appliquée et référencée.

Qualité et cohérence des actions

Le pS-Eau joue un rôle important dans ce domaine de la qualité et de la cohérence des actions EPA. Notre évaluation suggère un impact plus grand dans le domaine de la cohérence que dans celui de la qualité intrinsèque des actions. L'impact sur la cohérence provient à la fois du travail dans les pays prioritaires pour que les intervenants prennent en compte le cadre national et les autres acteurs et provient également du travail en France pour organiser les échanges entre acteurs d'une même région.

Engagement solidaire

Le pS-Eau continue à jouer un rôle important d'accompagnement de la loi Oudin. Cette loi a multiplié par 2 (de 40 à 80) le nombre de coopérations décentralisées impliquées en EPA. Dans bien des cas, le 1% a également permis à des coopérations décentralisées existantes de s'engager plus fortement. Grâce à la loi Oudin (et à l'accompagnement que le pS-Eau a mis en place depuis 2005), la coopération décentralisée, spécificité française, a investi de manière plus importante dans le secteur EPA.

Fonctionnement du pS-Eau

Positionnement

Le pS-Eau est bien positionné et joue des rôles variés et appréciés qui se rattachent à trois grands secteurs: centre de ressources; accueil et accompagnement des acteurs; communication, représentation et plaidoyer. Les multiples rôles joués par le pS-Eau donnent lieu à une large variété de formules partenariales dans différents domaines. Les informations recueillies montrent que le pS-Eau est connecté d'une façon ou d'une autre à la grande majorité des acteurs qui comptent dans son secteur d'intervention. Deux autres aspects importants du positionnement actuel sont: la fourniture de services gratuits au nom de l'intérêt général; une identité francophone qui est un des éléments de la valeur ajoutée pour beaucoup.

La gamme large d'activités du pS-Eau constitue à la fois un risque et une opportunité pour le pS-Eau. Risque d'hésiter entre plusieurs cœurs de métier, pour finalement n'exercer de leadership dans aucun domaine. Opportunité parce que cela permet au pS-Eau d'offrir des combinaisons de services en faisant essentiellement appel à ses ressources internes. Il y a ici une possibilité de valorisation des services les uns par les autres, ainsi qu'une possibilité d'économie d'échelle.

Membres et participation

Le pS-Eau a une catégorie "formelle" de membres (les membres cotisants, environ 100) et trois catégories "informelles" (les membres participants, les contacts et les visiteurs du site). La légitimité du pS-Eau provient aussi bien de l'utilisation large des services et produits qu'il propose que de sa base de membres cotisants.

Le sentiment d'appartenance au réseau est assez faible. Le risque est que le réseau n'ait pas assez de promoteurs et défenseurs parmi ses membres, une cause de fragilité. Les membres ne sont pas très satisfaits par la vie collective du réseau. Il y a un décalage entre la satisfaction en ce qui concerne le pS-Eau comme animateur/facilitateur en général (plaque tournante) et l'appréciation de l'animation interne du réseau.

Financement

En 2011-2012, le pS-Eau a poursuivi activement une stratégie de renforcement (et d'institutionnalisation) de ses relations avec les principaux contributeurs de la coopération décentralisée dans le domaine de l'EPA. Cette stratégie est globalement un succès. Globalement, le pS-Eau reste cependant insuffisamment financé par le secteur privé et par ses membres.

Principales recommandations

Il nous paraît important que le pS-Eau continue à jouer l'ensemble des rôles qu'il joue actuellement. Le cœur du pS-Eau est constitué par l'addition de ses compétences en "R&D, accompagnement des acteurs, communication". C'est un élément important de sa valeur ajoutée qui lui procure un avantage comparatif. Nous ne pensons pas qu'il faille remettre en cause le positionnement d'intérêt général du pS-Eau qui doit rester, selon nous, un collectif au service d'un secteur, plus qu'un réseau au service de ses adhérents. Le pôle Communication doit améliorer la communication sur l'identité du pS-Eau sur ces bases.

En ce qui concerne son organisation, le challenge que le pS-Eau doit relever est de maximiser les connexions entre ses pôles. Le pôle R&D doit réussir le challenge de produire à la fois pour alimenter l'appui-conseil et pour nourrir sa dynamique de rapprochement avec les acteurs internationaux. Le choix des sujets de R&D doit se faire sous cet éclairage.

Le modèle léger de gouvernance du pS-Eau est en contradiction potentielle avec la volonté d'implication accrue des membres. Le pS-Eau ne doit pas craindre d'alourdir quelque peu son mode de gouvernance, en échange de gains de participation. De notre point de vue, il serait également bénéfique pour le pS-Eau d'inclure une présence Sud dans ses instances de gouvernance.

Dans les pays prioritaires, nous suggérons au pS-Eau de progressivement mettre en place des partenariats formalisés (type Madagascar) pour être en position d'exploiter les opportunités et de dépasser les dynamiques bilatérales. Nous pensons par ailleurs que le pS-Eau ne pourra pas passer à côté du mouvement général des acteurs de la société civile vers une implication plus grande dans la concertation sur les politiques publiques, et que cette dimension devrait donc prendre un espace plus important dans les activités des pays prioritaires.

Sommaire

1. INTRODUCTION	7
OBJET ET CHAMP DE L'ÉVALUATION	7
PILOTAGE DE L'ÉVALUATION	7
METHODE	8
CONTRAINTES, LIMITES	10
PLAN DU RAPPORT	10
2. CADRE DE L'EVALUATION	10
LE PS-EAU, PRESENTATION SUCCINCTE	10
LE FINANCEMENT DPO 2011-2012	12
3. BILAN DES ACTIVITES 2011-2012.....	15
UN EFFORT DE PUBLICATION TRES IMPORTANT	15
R&D ET EXPERIMENTATION	17
ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS	19
PRESENCE DANS LES EVENEMENTS INTERNATIONAUX.....	26
PROGRESSION RAPIDE DES BASES DE DONNEES.....	27
UN SITE INTERNET VISITE	27
ACTIVITES NON REALISEES OU PARTIELLEMENT REALISEES	31
4. EFFETS ET IMPACTS	33
CONNAISSANCE ET COMPREHENSION DES ENJEUX DU SECTEUR EPA.....	33
IMPORTANCE DU PS-EAU COMME DIFFUSEUR ET EDEUR	34
QUALITE ET COHERENCE DES ACTIONS.....	37
ENGAGEMENT SOLIDAIRE.....	39
5. FONCTIONNEMENT DU PS-EAU	39
POSITIONNEMENT	39
PARTICIPATION	43
ORGANISATION	45
FINANCEMENT	47
6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	50
CONCLUSION	50
RECOMMANDATIONS	51
7. ANNEXES	54
ANNEXE 1: LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES	54
ANNEXE 2: DOCUMENTATION CONSULTEE.....	55
ANNEXE 3: PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PUBLICATIONS DU PS-EAU	58
ANNEXE 4: PUBLICATIONS 2011-2012; IMPRESSIONS PAPIER.....	60

Figures et tableaux

FIGURE 1: ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS 2000-2012.....	11
FIGURE 2: DESCRIPTION RESUME DE L'INTERVENTION	12
FIGURE 3: LA STRATEGIE R&D DU PS-EAU.....	18
FIGURE 4: PARTICIPATION DU PS-EAU A DES EVENEMENTS INTERNATIONAUX	26
FIGURE 5 : PAGES VUES DES PAGES PRINCIPALES DU SITE DU PS-EAU	30
TABEAU 1: COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE DE L'ÉVALUATION	8
TABEAU 3: ENTRETIENS EFFECTUES, PAR CATEGORIE. PHASE DE CADRAGE.....	8
TABEAU 2: REpondants DE L'ENQUETE	9
TABEAU 4: ENTRETIENS EFFECTUES, PAR CATEGORIE. PHASE D'EVALUATION	9

TABLEAU 5: FINANCEMENT DU PROGRAMME PS-EAU/AFD 2011-2012	13
TABLEAU 6: BUDGET DETAILLE PS-EAU / AFD 2011-2012.....	14
TABLEAU 7: PRINCIPALES PUBLICATIONS DU PS-EAU 2011-2012.....	15
TABLEAU 8: ATTENTES ET SATISFACTION VIS A VIS DU PS-EAU; DIFFUSION ET PRODUCTION DE REFERENCES	16
TABLEAU 9: REPARTITION DES SERVICES D'APPUI-CONSEIL FOURNIS PAR LE PS-EAU	20
TABLEAU 10: TYPOLOGIE DE L'ACCOMPAGNEMENT CDNG	21
TABLEAU 11: BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS D'APPUI-CONSEIL DU PS-EAU.....	21
TABLEAU 12: REPARTITION DE L'APPUI-CONSEIL PAR BASSIN D'ORIGINE	22
TABLEAU 13: SITUATION DES BASES DE DONNEES DU PS-EAU EN DECEMBRE 2012.....	27
TABLEAU 14: INDICATEURS PRINCIPAUX DU TRAFIC SUR LE SITE DU PS-EAU.....	28
TABLEAU 15: PAGES LES PLUS VISITEES DU SITE PS-EAU; 1 OCTOBRE A 31 DECEMBRE 2012	29
TABLEAU 16: FICHES LES PLUS VISITEES DES BASES DE DONNEES DU PS-EAU	31
TABLEAU 17: IMPORTANCE DU PS-EAU COMME SOURCE D'INFORMATION	34
TABLEAU 18: TELECHARGEMENTS DES DOCUMENTS PRODUITS PAR LE PS-EAU EN 2011-2012	36
TABLEAU 19: ROLES JOUES PAR LE PS-EAU	40
TABLEAU 20: PARTICIPATION AUX ACTIVITES DU PS-EAU	45
TABLEAU 21: COLLABORATION ENTRE LES POLES; PROJET PS-EAU AFD	46
TABLEAU 22: RELATIONS DU PS-EAU AVEC LES PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS A LA COOP DEC EPA	49

Sigles et acronymes

AAE	Association Africaine de l'Eau
AC	Appui-conseil
AdE	Agence de l'eau
AFD	Agence Française de Développement
ARENE	Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies en île de France
BE	Bureaux d'études
CDNG	Coopération décentralisée et non gouvernementale
CITE	Centre International pour les échanges Techniques et Économiques/Madagascar
COPIL	Comité de pilotage
CT	Collectivités territoriales
CUF	Cités Unies France
Coop Dec	Coopération décentralisée
DPO	Direction du partenariat avec les ONG (AFD)
EAA	Eau et Assainissement pour l'Afrique (ex-CREPA)
EPA	Eau Potable et Assainissement
FME	Forum Mondial de l'Eau
IEC	Information Education Communication
IRC	International Water and Sanitation Center
IRCOD	Institut Régional de Coopération Développement
IWA	International Water Association
MEDDE	Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie
MAE	Ministère des Affaires Étrangères
OIEau	Office International de l'eau
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PDM	Programme de Développement Municipal
pS-Eau	Programme Solidarité Eau
SEDIF	Syndicat des Eaux d'Ile de France
SEE	Solidarité Eau Europe
SIAAP	Service Public de l'Assainissement Francilien
SMC	Stratégies Municipales Concertées

1. Introduction

Ce rapport constitue la version finale du rapport d'évaluation des activités du programme Solidarité Eau soutenues par la DPO de l'AFD en 2011-2012. Cette évaluation s'est déroulée entre octobre 2012 et février 2013.

Objet et champ de l'évaluation

Les termes de références (TdR) indiquaient que les objectifs de l'évaluation étaient de:

- **porter un regard sur la pertinence des objectifs du programme** au regard **des activités, des instruments et des moyens du programme**, sur la période;
- **porter une appréciation globale sur les réalisations, leur effectivité, leur viabilité et leurs impacts** par rapport aux buts et aux moyens affectés, aux priorités arrêtées sur la période concernée;
- **évaluer la performance de la structure pS-Eau** et de son dispositif opérationnel, en tenant compte des conditions initiales et de leur évolution sur la période, des capacités de mobilisation des divers acteurs publics et privés, des actions des autres bailleurs de fonds (en particulier de l'Union européenne), ainsi que de l'évolution de l'environnement général.

La finalité de l'évaluation était d'établir un bilan de la période 2011-2012 (dimension rétrospective) et de contribuer à l'optimisation de la stratégie d'intervention actuelle (dimension prospective).

La demande d'analyse prospective, exprimée dans le cahier des charges, portait en particulier sur les stratégies, les méthodes de coopération et le partenariat à mettre en œuvre.

Les termes de références précisait que les différents critères à renseigner dans le cadre de cette évaluation étaient les suivants: efficacité, pertinence, durabilité, efficience. D'autres sections des termes de références faisaient également mention de l'impact et de la cohérence.

Pilotage de l'évaluation

L'évaluation a été encadrée par un comité de pilotage (COPIL). Le COPIL s'est réuni au début de l'évaluation (réunion de cadrage le 12 novembre 2012) et pour la présentation du rapport provisoire (13 février 2013).

Tableau 1: Composition du comité de pilotage de l'évaluation

NOM – Prénom	Organismes
CHABERT d'HIERES Laurent	Eau Vive
CREPIN Xavier	MAE (DGM/mission des relations avec la société civile)
DUPUIS Fabien	MAE (DGM/BPM)
DUTEMPS Alain	Agence de l'Eau Adour Garonne
GALLET Bertrand	Cités Unies France
GRONDIN Pierre Marie	pS-Eau
LE JALLE Christophe	pS-Eau
LOSSOUARN Cléo	SIAAP
PIERRE Basile	CG 94
ROTBARDT Alain; OUDOT-LEYRONAL Stéphanie	AFD
VANDEVELDE Thierry	Fondation Véolia Environnement
VALFREY Bruno	HydroConseil
YVERGNIAU Yann	MAE (DGM/DAECT)

Méthode

Telle que décrite dans notre réponse aux termes de références, la méthodologie de cette évaluation a associé revue documentaire, entretiens avec diverses catégories d'acteurs et enquête.

Nous avons progressé selon les étapes suivantes:

- Sur la base d'une revue bibliographique et d'une première série d'entretiens (9), nous avons développé un premier bilan des activités 2011-2012. Une note de travail intermédiaire sur ce sujet a été préparée pour la réunion de cadrage (12 novembre 2012).

Tableau 2: Entretiens effectués, par catégorie. Phase de cadrage

Catégorie	Nombre d'entretiens
Membres du pS-Eau, CT	1
Membres du pS-Eau, autres acteurs publics (agences de l'eau, etc.)	1
Membres du pS-Eau, acteurs non gouvernementaux	1
Membres du pS-Eau, acteurs privés	1
Membres du comité scientifique ou du CA	1
Financeurs du pS-Eau	1
Employés de pS-Eau	3
Total	9

- Enquête en novembre 2012. Elle a été réalisée via un questionnaire. 102 personnes ont répondu à cette enquête qui couvrait, après une caractérisation des répondants, les aspects suivants :
 - Stratégie du pS Eau
 - Attentes et satisfaction vis à vis des rôles du pS Eau
 - Impacts du pS-Eau

L'enquête nous a permis de nous appuyer sur des tendances solides pour réaliser les entretiens qui ont suivi. Les répondants ont pu répondre de différentes manières: directement sur internet ou par fichier électronique.

Tableau 3: Répondants de l'enquête

	TOTAL	Sud	Nord
ENSEMBLE	102	29	73
Associations	39%	45%	37%
Collectivité territoriale	17%	10%	19%
Entreprise + Bureaux d'étude + Consultants	13%	21%	10%
Fondations + OI	9%	7%	10%
Pouvoirs publics centraux + services déconcentrés de l'état	7%	14%	4%
Syndicat + Agence de l'eau	6%	0%	8%
Organisme de formation	1%	0%	1%
Autre	9%	3%	11%

- Dans le cadre de la phase d'évaluation proprement dit, 53 entretiens ont été réalisés entre novembre 2012 et janvier 2013.

Comme demandé dans le cahier des charges, un focus a été réalisé sur trois pays prioritaires (Burkina Faso, Madagascar et Sénégal). Aucun déplacement n'a été réalisé et les entretiens ont eu lieu par téléphone ou skype.

Tableau 4: Entretiens effectués, par catégorie. Phase d'évaluation

	Catégorie	Nombre d'entretiens
Répondants nord	Membres du pS-Eau, collectivités territoriales	3
	Membres du pS-Eau, autres acteurs publics (agences de l'eau, etc.)	5
	Membres du pS-Eau, acteurs non gouvernementaux	3
	Membres du pS-Eau, acteurs privés	3
	Financeurs du pS-Eau	2
	Employé(e)s de pS-Eau	10
	Bailleurs de fonds (non financeurs du pS-Eau)	2
	Personnes ressources	4
Burkina Faso	Toutes catégories	8
Sénégal	Toutes catégories	6
Madagascar	Toutes catégories	7
	TOTAL	53

La liste détaillée des personnes interviewées dans le cadre de cette évaluation est présentée dans l'annexe 1.

- Le rapport provisoire a été envoyé le 21 janvier 2013 et a été présenté au COPIL le 13 février 2013. Le rapport d'évaluation a été finalisé suite aux commentaires reçus. La version finale a été envoyée le 3 mars 2013.

Contraintes, limites

Nous avons pu effectuer cette évaluation dans de bonnes conditions. Nous avons eu accès de manière relativement aisée à un grand nombre de parties prenantes dans différentes catégories, à l'exception des répondants internationaux qui ont été peu nombreux à répondre à nos sollicitations pour des interviews. La disponibilité de l'équipe du pS-Eau a été excellente.

Le temps alloué à l'évaluation ne nous a pas permis de creuser autant que nous l'aurions voulu certains sujets. Ainsi, il ne nous a pas été possible de faire une analyse comparative poussée des différentes formules mises en place pour organiser l'appui conseil en France et dans les pays prioritaires. Également, et c'est un point que nous avons mentionné dans notre réponse aux termes de références, l'évaluation des impacts découlant du travail d'une organisation comme le pS-Eau est un travail qui, pour être complet, nécessiterait d'être le seul focus d'une évaluation. Notre apport à cette question de l'impact de l'organisation doit être regardé en prenant ce point en considération.

La réalisation d'un focus sur trois pays prioritaires sans qu'il y ait de déplacement dans ces pays a constitué un challenge. Il est difficile de percevoir finement les dynamiques à distance, mais les déplacements dans trois pays se justifient difficilement à la fois sur le plan budgétaire et sur le plan des gaz à effets de serre.

Enfin, nous avons consacré plus de temps que prévu à l'analyse du site web et notamment des bases de données, conséquence de la prise de conscience en cours d'évaluation de l'importance du site internet dans la diffusion de l'information.

Plan du rapport

Ce rapport comporte 7 sections. Cette introduction en constitue la section 1. La section 2 s'intéresse au cadre de l'évaluation. La section 3 établit le bilan des activités 2011-2012 du pS-Eau. La section 4 présente nos conclusions sur les effets et impacts du pS-Eau. La section 5 porte sur le fonctionnement du pS-Eau, tandis que la section 6 contient une conclusion et les recommandations. Finalement, la section 7 regroupe les annexes parmi lesquelles: la documentation consultée et la liste des personnes interviewées.

2. Cadre de l'évaluation

Le pS-Eau, présentation succincte

"Le pS-Eau a été créé en 1984 à l'initiative des 12 ministres de l'Environnement de l'Union Européenne pour répondre aux objectifs de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1980-1990) qui visaient à renforcer les actions de coopération entre les collectivités locales européennes et les collectivités locales du Sud. Des comités nationaux ont été mis en place dont le comité français du pS-Eau qui était à l'origine hébergé par le MAE puis géré administrativement par le GRET et, pour un programme spécifique (« BFS : Bassin du Fleuve Sénégal), par le GRDR. Seul le comité français du pS-Eau a perduré du fait de la multiplicité d'acteurs de coopération, élément spécifique à la France. Lors du Comité de Pilotage du programme de décembre 1999, il a été décidé, à la demande du ministère des Affaires étrangères, d'entreprendre une démarche d'officialisation du statut du programme et de diversification des soutiens. En décembre 2000 l'association pS-Eau a été officiellement enregistrée. Elle est à présent pilotée par un conseil d'administration et une assemblée générale rassemblant des représentants d'ONG, de collectivités, de professionnels de l'eau, d'acteurs du secteur de la recherche et de représentants des pouvoirs publics" (source: TdR évaluation).

Le pS-Eau est un collectif (ou réseau), au sens où il réunit autour d'un objectif partagé, des structures diverses qui ont par ailleurs leurs objectifs propres. La variété des participants en fait par ailleurs un collectif **multi-acteurs** (ou pluri-acteurs selon les dénominations).

L'objectif principal du pS-Eau est d'"améliorer la qualité et le nombre des initiatives locales de coopération internationale" (Rapport d'activité 2011). Pour ce faire, le pS-Eau propose une large gamme d'activités qui visent *"le rapprochement entre les opérateurs, l'appui-*

conseil et le renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau, la concertation avec les pouvoirs publics".

Pour atteindre son objectif, le pS-Eau est organisé en trois pôles:

- "un pôle recherche et développement (R&D) pour comprendre et améliorer la connaissance des enjeux du secteur eau potable et assainissement ;
- un pôle appui-conseil (A-C) pour renforcer les compétences des acteurs et améliorer la cohérence des actions;
- un pôle communication et plaidoyer(C&P) pour faire connaître les dernières avancées du secteur EPA et partager les acquis".

(source: RA pS-Eau 2011)

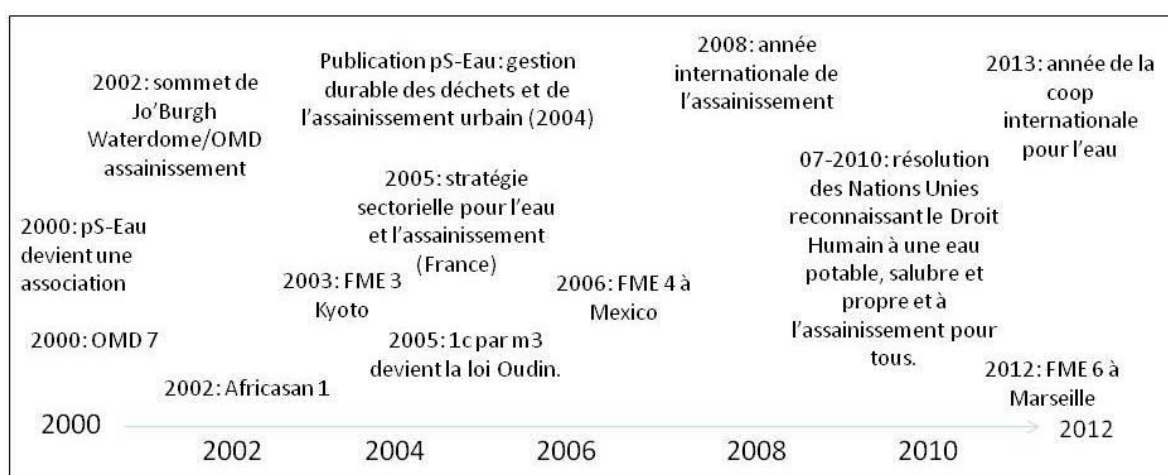
Avec 14 employés permanents, le pS-Eau reste une structure de taille modeste. Son budget, en croissance au cours des dernières années, est de 1,4 millions d'Euros pour l'année 2011.

Les éléments clés de la stratégie du pS-Eau nous ont paru être :

- de rechercher un équilibre et une complémentarité des services offerts par les trois pôles d'activités (Recherche-Développement; Appui-Conseil; Communication-plaidoyer);
- de jouer un double rôle de producteur et de diffuseur de documents de références;
- d'établir des liens avec les acteurs internationaux notamment anglophones, dans un but de valorisation croisée des expériences (décloisonnement de la réflexion entre monde francophone et anglophone);
- d'offrir un appui-conseil et accompagnement à une diversité de structures *"des plus petites au plus ambitieuses"*.
- de décentraliser cet appui conseil, de façon à pouvoir accompagner de manière efficace les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- de déconcentrer cet appui conseil sur des "pays prioritaires" dans lesquels la coopération CDNG est particulièrement active;
- d'être positionné comme un trait d'union entre une diversité d'acteurs de différentes catégories dans un espace "neutre" de concertation (plaque tournante).

La figure ci-après introduit quelques événements ayant eu une influence importante sur le développement du pS-Eau durant la période 2000-2012.

Figure 1: événements importants 2000-2012



Le financement DPO 2011-2012

Le financement alloué par la DPO pour la période 2011-2012 couvre une partie conséquente des activités du pS-Eau mais pas toutes. Notamment, il ne concerne pas le financement du PAISD (programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement).

Le programme financé par la DPO (intitulé "Appuyer et développer les actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement") est doté d'un budget de 2 094 000 Euros sur 2 ans auquel l'AFD contribue 1 040 000 Euros (49.67%). Le montage financier comprend aussi des contributions d'origine privée (7.65%), des ressources d'origine publique française et internationale (32.2%) et des valorisations (10.51%).

La figure ci-après donne les informations principales se rapportant au projet.

Figure 2: Description résumée de l'intervention

Intitulé: appuyer et développer les actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement.

Résumé: favoriser la concertation entre tous les acteurs de l'eau et de l'assainissement, et en particulier la coopération décentralisée et non gouvernementale, en veillant à accroître l'impact des actions entreprises par la mise en cohérence des interventions, la valorisation et la diffusion des expériences de chacun.

Objectif global: contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les pays du Sud ; Contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire (OMD) eau et assainissement

Objectif spécifique : améliorer la qualité et la quantité des initiatives locales de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement

Résultats et activités prévus :

Résultat 1: La connaissance et la compréhension des enjeux du secteur Eau Potable et Assainissement (EPA) sont améliorées

Résultat 2: La compétence des acteurs et la cohérence des actions menées dans le secteur EPA sont améliorées

Résultat 3: Les acteurs de la Coopération Décentralisée et Non Gouvernementale (CDNG) disposent des informations nécessaires à la conception et la mise en œuvre de leurs actions

Activité 1:

Identification des nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement

Amélioration de la compréhension des enjeux du secteur

Activité 2:

Elaboration d'outils méthodologiques pour la conception et le montage de projets

Accueil et accompagnement des acteurs de la CDNG

Echanges d'expériences et capitalisation des pratiques

Animer des espaces de dialogue et de concertation sur des pays d'intervention privilégiés de la CDNG

Activité 3:

Recensement des acteurs et des actions

Mise à disposition d'informations sur le secteur

Diffusion des enseignements de la recherche

Valorisation et développement de la CDNG

(source: fiche de communication du projet)

Les deux tableaux suivants donnent le détail du montage financier et des lignes budgétaires. Le premier tableau montre que **le pS-Eau a réussi à impliquer un nombre important de co-financiers dans ce programme.** Il semble cependant avoir eu une difficulté à impliquer les conseils régionaux et généraux (34000 de ressources reçues sur 120000 dans le prévisionnel).

Tableau 5: Financement du programme pS-Eau/AFD 2011-2012

Tableau des ressources prévisionnelles					Ressources reçues année 1	Ressources révisées année 2
N°	Origine des ressources	Année 1	Année 2	Total		
1	Contribution de l'AFD et des ministères français					
1.1	AFD	500,000	540,000	1,040,000	500,000	490,000
1.2	Autres ministères français (services centraux et services déconcentrés)			0		
	Sous-total 1	500,000	540,000	1,040,000	500,000	490,000
2	Autres ressources mobilisées					
2.1	Ressources propres d'origine privée					
	Cotisations	25,000	25,000	50,000	31,690	30,000
	Fondation Véolia	20,000	30,000	50,000	20,000	15,000
	IRCOD	10,000	10,000	20,000	5,000	5,000
	Diverses subventions	20,000	20,000	40,000	5,000	5,000
	Valorisation temps de travail réseau	50,000	50,000	100,000	61,350	60,000
2.2	Sous-total	125,000	135,000	260,000	135,000	115,666
2.3	Ressources d'origine publique française et internationale (collectivités territoriales, agences de l'eau, UE, agences des Nations-Unies, coopérations bilatérales, etc.)					
	Syndicats (SIAAP, SEDIF, etc.)	20,000	15,000	35,000	20,000	0
	AGENCES DE L'EAU	110,000	119,000	229,000	99,897	200,000
	Conseils Régionaux (Rhône Alpes, Bretagne, CRIF, etc.)	80,000	70,000	150,000	10,000	25,000
	Conseils Généraux (34,91, 93,94,etc.)	40,000	40,000	80,000	24,100	17,719
	CU Lyon	50,000	50,000	100,000	34,167	65,000
	ARENE	30,000	30,000	60,000	15,000	0
	Collectifs de collectivités (AIMF, AMGVF, CUF, ADF, ARF, etc.)	10,000	10,000	20,000	12,560	6,000
	<i>dont valorisations (max. 20% du total général des ressources)</i>	60,000	60,000	120,000	51,450	60,000
2.4	Sous-total	400,000	394,000	794,000	267,174	373,713
2.5	Sous-total 2	525,000	529,000	1,054,000	390,214	488,719
	TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	1,025,000	1,069,000	2,094,000	890,214	978,719

(source: annexe 2- budget pS-Eau AFD 2011-2012 et CR_Financier_pS-Eau_AFD_Année1; la colonne "ressources révisées année 2" est actualisée à la date du 01-03-2013)

Le tableau suivant montre un **budget très "matière grise" qui est destiné essentiellement à couvrir des frais de personnel (salaires des employés du pS-Eau) ainsi que des frais de consultants ou d'études.**

Parmi les employés, 7 sur 14 sont couverts à 75% de leur salaire par ce budget.

Le tableau permet également de voir que les valorisations attendues sont équivalentes à 440 HJ (220.000/500 Euros) soit l'équivalent de deux temps plein. Il s'agit essentiellement de contributions bénévoles des membres sous forme de temps de travail.

Tableau 6: Budget détaillé pS-Eau / AFD 2011-2012

N°	Rubriques	Mode de calcul	Année 1 (budget réalisé)	Année 2 (budget révisé)	Total (budget total révisé)	Total (budget initial)	Dont valorisation (en €)
1	Investissement immobilier					0	
2	Investissement technique et mobilier	extrapolation analytique année n- 1, sur justificatifs	8,753	12,000	20,753	16,000	
3	Transferts financiers					0	
4	Fournitures et consommables	extrapolation analytique année n- 1, sur justificatifs	7,386	8,000	15,386	16,000	
5	Etudes ou expertises du nord	Forfait 20 j + coûts spécifiques	12,290	0	12,290	20,000	10,000
6	Etudes ou expertises du sud	Forfait 40 j + coûts spécifiques	9,457	0	9,457	20,000	10,000
7	Personnel permanent	450 € h/jour X 16,5 j X12 moisX 7 personnes	500,652	640,000	1,140,652	1,247,400	
8	Personnel en appui ponctuel (expertise)	30 h/j + coûts spécifiques	116,849	60,000	176,849	239,000	180,000
9	Activités prévues par le projet ou la structure					0	
10	Formation	Forfait	5,000	10,000	15,000	10,000	
11	Outils de communication et outils pédagogiques	voir liste des publications prévues dans le plan d'action	35,449	25,000	60,449	78,000	
12	Services extérieurs à l'ONG	extrapolation analytique année n- 1	17,443	25,000	42,443	40,000	10,000
13	Missions de courte durée (Missions dans les pays et partenaires africains en France)	Voir programme d'activité, 14 missions prévues	83,943	58,000	141,943	158,000	10,000
14	Appui et suivi					0	
15	Evaluation	Forfait appel à manifestation d'intérêt		30,000	30,000	30,000	
16	Capitalisation					0	
17	Audit	Année 2		10,000	10,000	10,000	
18	Autres (à expliciter)					0	
19	Sous-total coûts directs		797,222	878,000	1,675,222	1,884,400	220,000
20	Divers et imprévus (5% maximum de 19)	Forfait sur justificatifs	10,501	11,819	22,230	20,600	
21	Total coûts directs (19+20)		807,723	889,819	1,697,542	1,905,000	220,000
22	Frais administratifs ou de structure (maximum 10% de 21)	Forfait	80,772	88,900	169,672	189,000	
23	TOTAL GENERAL (21+22)		88,495	978,719	1,867,214	2,094,000	220,000

(source: annexe 2- budget pS-Eau AFD 2011-2012; complété par des données actualisées fournies par le pS-Eau)

3. Bilan des activités 2011-2012

Dans l'ensemble, nous avons constaté des taux de réalisation élevés. Les principaux produits issus des activités sont présentés ci-dessous.

Un effort de publication très important

Les documents 2011-2012

Le pS-Eau a publié près de 50 documents de diverses natures: guides; fiches techniques; synthèses; lettres d'information. Un tel volume de publication fait du pS-Eau un acteur important dans le domaine de la publication en langue française de documents sur le secteur eau potable et assainissement. Les 3 pôles sont impliqués dans cet effort de publication.

Le tableau ci-après présente les documents 2011-2012. Les principales caractéristiques (format-cible-contributeur) de ces documents sont présentées dans une annexe préparée par le pS-Eau dans le cadre de cette évaluation.

Tableau 7: principales publications du pS-Eau 2011-2012

Type de document	2011	2012
Guides outils et méthodes	Agir pour l'eau et l'assainissement à Madagascar; Guide pratique pour les acteurs de CDNG (avec CITE et GRET) Guides SMC 1 et 6 (VF et EV) Concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets eau et assainissement (avec F3E et ARENE)(financement 2010) Réalisation et gestion des forages équipés d'une pompe à motricité humaine en Afrique subsaharienne	Accès à l'eau potable dans les pays en développement : 18 questions pour des services durables Suivi des petits services d'eau (à paraître en VF et EV) Guide IEC sur sensibilisation hygiène et promotion assainissement (à paraître)
Fiches techniques	Élaborer une politique et des stratégies nationales pour l'assainissement (VF et EV)	Gouvernance locale des projets d'eau et d'assainissement; fiches techniques à l'attention des élus locaux (AIMF avec appui pS-Eau) Fiches techniques Puits; PMH; Mini-réseaux; Latrines Traitement de l'eau à domicile (à paraître)
Fiches pays	Madagascar; Burkina; Sénégal; Mali; Maroc; Palestine	
Panoramas et cahiers techniques pays	La mise en place de services techniques municipaux d'EPA; retour d'expériences au Burkina Faso Retour d'expérience sur l'assainissement liquide à Madagascar (avec CITE et GRET) Retour d'expériences sur les modes de gestion de services d'eau potable à Madagascar (avec CITE et GRET)	
Bilan/ synthèse/ article scientifique/ actes	Suivi évaluation et coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement : Enjeux et pratiques (Actes) Enquête nationale sur la perception par les élus locaux de la solidarité internationale pour l'accès à l'EPA	Article dans un ouvrage collectif sur l'eau en Afrique (à paraître)

Notes de synthèse thématique	L'eau solaire en Afrique Assainissement par mini-égouts	L'énergie solaire pour le pompage de l'eau en Afrique; note pour les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale
Article/Exposition/Documentaire	Le Limousin solidaire de l'Oubritenga (exposition)	Articles "Alternatives Internationales" et "Là-bas"
Lettre pS-Eau	4 numéros	3 numéros : FME; Mali; SMC
Newsletter		5 newsletters lors du FME Marseille
Plaquettes	Bilan et caractérisation de la CD dans le secteur EPA (2010) Piloter un projet dans le domaine de l'eau et de l'assainissement	Bilan et caractérisation de la CD dans le secteur EPA (2011) Plaquette présentation FME Plaquette Pacte d'Istanbul (avec AdE AG) Plaquette 1% solidaire pour l'eau (réédition 2012) Plaquette 1% solidaire - bassin RMC (avec AdE RMC)

Appréciation des documents

L'enquête et les entretiens réalisés dans le cadre de l'évaluation montrent que **les attentes sont grandes concernant le rôle de production de documentation du pS-Eau**. C'est dans ce domaine et dans celui de la mise à disposition d'informations sur le secteur EPA que les attentes sont les plus fortes. Le niveau de satisfaction est également élevé parmi les répondants en ce qui concerne la qualité des documents produits par le pS-Eau, ce qui constitue un bon indicateur de la **pertinence du rôle du pS-Eau dans ce domaine de la publication**.

Tableau 8: attentes et satisfaction vis à vis du pS-Eau; diffusion et production de références

Q13. Quel est votre niveau d'attente vis à vis du pS-Eau dans les domaines suivants	Moyenne (Très élevé = 4; élevé = 3)
Mise à disposition d'informations sur le secteur Eau et assainissement; Gestion des bases de données dans le domaine de l'eau et assainissement (acteurs; actions; cadre légal; financements; expertise Sud; etc.)	3.52
Production de documents de références et d'outils	3.44
Q14. Quel est votre niveau de satisfaction concernant les aspects suivants du fonctionnement du pS-Eau:	Moyenne (Très élevé = 4; élevé = 3)
La qualité des documents/analyses produits par le pS-Eau	3.39
La qualité des documents diffusés par le pS-Eau (site; formation; événements; etc.)	3.29

Des documents synthétiques, accessibles et pédagogiques. Les commentaires recueillis soulignent que les documents sont "accessibles" avec l'ambition d'être pratique sans être simpliste. A propos d'un des documents les plus téléchargés fin 2012 ("Accès à l'eau potable dans les pays en développement: 18 questions pour des services durables"), l'opinion de nos répondants est qu'il s'agit d'une "très bonne synthèse, très pédago".

Dans un but d'augmenter encore l'accessibilité, le pS-Eau publie parfois plusieurs documents utilisant en partie la même matière en fonction des cibles (CDNG; élus; pays prioritaires) et n'hésite pas à rééditer certains documents, comme le guide de la coopération décentralisée pour l'EPA (3^{ème} édition en 2009).

La volonté de publier des documents spécifiques pour les pays prioritaires est bien visible à travers l'importance prise par les publications "pays" (fiches, panoramas et cahiers techniques pays).

Une cible difficile à atteindre : les acteurs locaux. Le guide SMC #1 indique dans son introduction qu'il est "*destiné aux élus et agents municipaux et à leurs partenaires pour le développement (ONG; CD; BE)*"(p 11). Mais, pour plusieurs de nos répondants, les documents du pS-Eau sont difficilement accessibles pour certaines catégories d'acteurs du Sud, notamment les responsables de collectivités territoriales ou d'associations locales ayant un niveau d'éducation limité: "les guides SMC, ils sont géniaux mais pas trop accessibles pour les partenaires Sud".

Les publications du pS-Eau ne sont pas très utiles telles quelles pour ces acteurs. Cependant, pour un autre de nos répondants "on ne peut pas simplifier plus les documents". **Le pS-Eau devrait évaluer les possibilités de se doter d'une stratégie pour favoriser la diffusion de ses contenus vers ce public cible qui est important pour lui mais difficile à joindre.**

Le tableau des publications montre que le pS-Eau a peu contribué en 2011-2012 sous forme d'articles ou de contributions à des ouvrages collectifs (les journaux de IWA et notamment Water 21 aurait pu constituer une cible).

Le tableau des publications démontre également la volonté de co-publication du pS-Eau.

Enfin on note que la ligne éditoriale du pS-Eau est dure à suivre lorsqu'on regarde l'ensemble des publications. Il en découle un manque de lisibilité de l'ensemble de l'effort de publication, au détriment de l'image du pS-Eau. Une amélioration simple pourrait provenir de la classification plus claire des différents documents dans des catégories mieux délimitées et au sein desquelles les documents seraient numérotés¹.

Le pS-Eau devrait selon nous effectuer un suivi plus systématique (difficile à faire il est vrai) des réactions suite à la diffusion des documents produits (annonces/critiques dans des revues de développement; liens établis par d'autres sites internet; commandes importantes; demandes pour des interventions ou des présentations; etc.)

R&D et expérimentation

Dans le domaine de la R&D, la stratégie du pS-Eau est d'identifier, avec l'aide des membres et du comité scientifique, des sujets pertinents sur lesquels des états des lieux sont effectués. L'état des lieux permet ensuite de déterminer si un sujet donné nécessite un travail de publication de références spécifiques. Si tel est le cas, le pS-Eau recherche des financements additionnels pour une phase d'approfondissement (recherche, capitalisation ou expérimentation). Qu'il y ait phase d'approfondissement ou pas, le processus conduit à la production de divers documents (Cf. figure ci-après).

Le comité scientifique a été mis en place en 2009, mais a pris son rythme de croisière en 2011. Il s'est réuni régulièrement depuis (3 réunions en 2011 et 3 réunions en 2012). Le mandat du comité scientifique est :

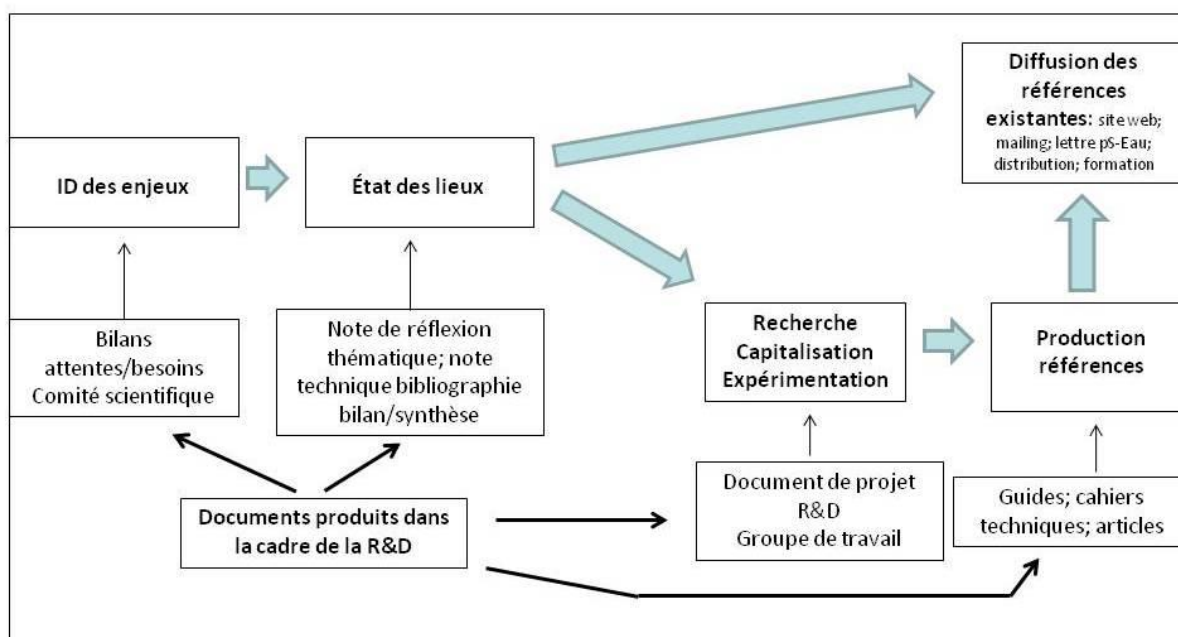
1. d'accompagner l'équipe du pôle R&D du pS-Eau pour identifier les enjeux nécessitant d'être approfondis ou nécessitant des travaux d'investigation spécifiques (veille terrain + veille scientifique);
2. de contribuer à la définition de programmes de recherche action visant à proposer des réponses face à ces enjeux;
3. de contribuer au suivi de la réalisation des programmes de recherche-actions;
4. d'appuyer les activités conduites par le pôle R&D.

Les membres du comité scientifique ont tiré fin 2012 un bilan de fonctionnement pour la période 2011-2012. Ils perçoivent le comité essentiellement comme une instance de débats et d'échanges, qui intervient en appui au pôle R&D mais qui n'est pas décideur en dernier recours des orientations de la R&D du pS-Eau.

Sans placer la barre trop haute, les membres du comité scientifique souhaiteraient pouvoir aller plus loin dans la réflexion sur certains thèmes ce qui pourrait amener à revoir la méthode et l'organisation du comité scientifique. Le comité scientifique se reconnaît également un rôle de "poil à gratter", tout particulièrement sur des sujets sensibles (*source: compte-rendu de la réunion du comité scientifique du 27-11-2012*).

¹ Cet effort de rationalisation est en cours. Cf. annexe 3

Figure 3: la stratégie R&D du pS-Eau



Les sujets qui sont passés au travers de ce mécanisme en 2011-2012 sont au nombre de 8 :

- Opérateurs de service et collectivités locales
- Gestion mini-égouts
- Gestion eaux pluviales urbaines
- Conception et mise en œuvre des projets d'assainissement
- Outils de financements pour les acteurs locaux
- Usages multiples de l'eau
- Méthodes IEC
- Solaire
- Pompes à motricité humaine

Parmi ces 8 sujets, deux ont été retenus pour la production de nouvelles références: "Gestion mini-égouts" et "Gestion eaux pluviales urbaines", et un seul a trouvé le financement nécessaire à une phase d'approfondissement: mini-égouts (financement SIAAP, AdE Seine Normandie et AFD). La gestion des eaux pluviales, considérée comme un sujet pertinent par certains répondants et discutable² pour d'autres, n'a pas trouvé de financement. **Pour le pôle R&D, 2011-2012 coïncide donc avec des difficultés croissantes de financement des activités de recherche/capitalisation/expérimentation, malgré le crédit accordé au travail réalisé dans le cadre de SMC.**

"Pour le thème mini-égout, suite à une revue de la littérature et analyse bibliographique (réalisée en 2011, et correspondant à ce qui était prévu dans le projet AFD), plusieurs partenaires ont souhaité aller plus loin (SIAAP, AdE Seine Normandie et AFD) ce qui a abouti à la formulation d'un projet spécifique beaucoup plus ambitieux et financé hors du projet AFD. Ce travail comprend plusieurs étapes : une revue exhaustive et approfondie de la littérature (vient d'être achevée) + des analyses de cas sur le terrain (vient de débuter) + une synthèse mettant en avant les atouts/faiblesses de cette option et ses éventuelles opportunités d'application en Afrique + un guide" (*communication écrite adressée aux évaluateurs en décembre 2012*). En règle générale, lorsqu'un sujet est ciblé pour une phase d'approfondissement, le pS-Eau travaille en partenariat avec d'autres acteurs (comme le PDM dans le cas de SMC). Dans le cas de mini-égouts, la durée et les moyens disponibles ont conduit le pS-Eau à conduire seul ce travail, en se référant à un comité de pilotage, et en s'appuyant sur un comité de suivi ainsi que sur des consultants dans la plupart des pays étudiés.

Le pôle R&D a par ailleurs eu du mal à suivre le rythme qu'il s'était lui-même imposé en termes de production de notes techniques et synthèses. Un nombre conséquent de documents ont été produits en fin d'année 2012. De notre point de vue, le pôle R&D

² La discussion ne porte pas sur l'intérêt du sujet mais sur la pertinence que le pS-Eau s'en empare. Elle renvoie donc à la délimitation du champ de R&D couvert par le pS-Eau.

pourrait légèrement réduire son rythme de production en 2013-2015 sans mettre à mal son image de producteur de références.

Dans une optique de pérennisation de ses activités de R&D, plusieurs répondants suggèrent au pS-Eau de renforcer ses relations partenariales dans ce domaine avec des structures comme l'IRD, SANDEC, l'AAE, le CEMAGREF, etc. Le pS-Eau a d'ailleurs signé, en décembre 2012, une convention cadre avec EAA (ex-CREPA).

Le bilan 2011-2012 du pS-Eau dans le domaine de la R&D amène à poser plusieurs questions:

- **Est-il suffisant pour le pS-Eau de faire des bilans-synthèses ou bien faut-il obligatoirement au moins un projet phare d'expérimentation ?** A priori, les projets de recherche/capitalisation/expérimentation sont une des clefs d'une meilleure visibilité à l'international. Par contre au niveau des membres, la demande n'est pas nécessairement pour de la R&D estampillée pS-Eau, mais plus pour des bonnes synthèses pédagogiques³.
- Le type d'approfondissement actuellement réalisé dans le cadre de "mini-égouts", basée sur des études de cas dans lesquelles le pS-Eau ne maîtrise pas le terrain, constitue-t-il un modèle à suivre pour le pS-Eau car ne nécessitant pas de financement trop important et permettant tout de même de dépasser le stade de bilan synthèse sur une base uniquement bibliographique. Si oui, ce modèle permet-il à la fois i) de répondre aux attentes de membres ii) de soutenir la stratégie d'ouverture du pS-Eau vers les autres acteurs de R&D et iii) d'apporter des éléments nécessaires pour construire la stratégie de la coopération française?

Accueil et accompagnement des acteurs

Les activités dans ce domaine comprennent à la fois les activités d'appui-conseil individualisé et des activités d'animation et de coordination des acteurs.

Appui-conseil individualisé

Analyse quantitative

Les demandes pour les prestations d'appui-conseil (AC) sont en augmentation. En 2011-2012, les fiches de suivi du pS-Eau recensent un total de 331 prestations d'appui-conseil⁴. Le tableau ci-après montre que 32 pays sont visés par ces prestations, essentiellement des pays francophones d'Afrique et Haïti. **Logiquement, il y a une concentration forte sur les pays prioritaires:** 50% des prestations concernent 4 pays prioritaires (Mali; Burkina Faso, Madagascar; Sénégal).

³ Le principal but des démarches de « recherche/capitalisation/expérimentation » telles qu'elles ont été développées par le pS-Eau, est de conduire une réflexion approfondie sur des sujets sur lesquels on a peu de référence, en s'appuyant sur une diversité d'intervenant (chercheurs et opérationnels) de disciplines diverses (technique, social, anthropo, économique, etc.), afin d'avoir une vision large et critique de la question. Selon le pS-Eau, c'est en s'appuyant sur une telle démarche que les programmes précédents (que l'on disait « recherche/action ») ont permis de construire la stratégie de la coopération française (et de l'AFD) pour les secteurs Eau et assainissement.

⁴ Le total du temps de travail associé à ces prestations est estimé entre 450 et 660 HJ soit entre 2 et 3 temps plein (sur la base de 1,5 à 2 jours de travail par prestation).

Tableau 9: répartition des services d'appui-conseil fournis par le pS-Eau

Pays visés par l'appui-conseil	
Mali	54
Burkina	40
Madagascar	37
Sénégal	30
Niger	16
Bénin	15
Mauritanie	13
Haïti	12
Cameroun	12
Togo	11
Guinée	8
RDC	6
Maroc, Cambodge, Congo Brazzaville	4
Comores, Laos, Inde	3
Ethiopie, Vietnam, Tchad	2
Palestine, Somalie, Birmanie, Cuba, Centrafrique, Tibet, Rwanda, Bolivie, Pérou, Europe de l'Est	1

(source: fichier suivi CDNG pS-Eau)

Le tableau ci-après permet de mieux comprendre le contenu des prestations fournies par le pS-Eau. **L'appui-conseil le plus fréquent porte sur la conception de projet et le montage financier.** Ces deux aspects sont souvent liés (41 fois). La fonction d'instruction pour le compte d'un gestionnaire de fonds prend de l'importance (surtout en 2012: 54 occurrences), en raison essentiellement du travail d'appui à l'instruction effectué par l'antenne de Lyon pour le compte du Grand Lyon (41 occurrences). Plus largement, cette croissance de la fonction d'instruction découle de la mise en place de fonds par différents acteurs de type collectivités territoriales ou agences de l'eau (nouveaux financeurs).

Tableau 10: Typologie de l'accompagnement CDNG

Typologie de l'accompagnement CDNG	Nombre de fois
Appui-conseil à la conception de projet (accueil physique, plusieurs fois, avec conseils sur conception de projet = appui technique et méthodologique, mise en relation avec partenaires techniques, avis sur projet)	123
Appui-conseil au montage financier et recherche de financements (= orientation vers bailleurs, aide à l'élaboration du plan de financement, aide à la soumission de dossier auprès des bailleurs)	115
Appui-conseil "information" (par email et tel ou 1 seul rdv sans suite, pour une info ponctuelle)	93
Mise en relation avec un partenaire technique qui prend la suite de l'accompagnement méthodo et recherche de financement	69
Appui-conseil à l'instruction de projet/relecture critique de projets pour bailleurs	68
Appui-conseil pour rendre compte sur projet auprès des bailleurs	9
Accompagnement au lancement d'une coopération décentralisée	4
Appui-conseil à la mise en place ou au fonctionnement d'un dispositif financier (mise en place d'un fonds de soutien, application de la loi Oudin)	1

(source: fichier suivi CDNG pS-Eau)

Les collectivités territoriales et les associations sont les principaux bénéficiaires (en nombre de prestations) de l'appui-conseil du pS-Eau. Le nombre de bénéficiaires est inférieur au nombre de prestations (331) du fait de la répétition de l'appui conseil auprès de certains acteurs (ex: Grand Lyon 60 fois). **Nous estimons le total des bénéficiaires uniques autour de 250.** Le tableau ci-dessous montre qu'il y a peu d'acteurs Sud, pas de bureaux d'études et pas d'entreprises.

Tableau 11: bénéficiaires des prestations d'appui-conseil du pS-Eau

Type d'acteur	Nombre
Collectivités locales	115
Association de bénévoles	114
Associations de migrants	86
ONG pro	53
Autres-Nord (en général des individus)	13
Collectivités locales Sud	5
Autres-Sud	3
Etat	1
Associations de solidarité internationale Sud	0

(source: fichier suivi CDNG pS-Eau)

On observe un déséquilibre marqué en fonction des bassins d'origine des demandeurs d'appui conseil, puisque plus de 75% des bénéficiaires sont situés dans 2 bassins: Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée-Corse. Il y a une corrélation avec les implantations des bureaux Lyon; Paris. Elle est moins forte avec le financement disponible pour la coopération décentralisée EPA.

Tableau 12: répartition de l'appui-conseil par bassin d'origine

Bassin	Bénéficiaires	Financement CoopDec EPA (25 financeurs)
SN	123	10.5
RMC	101	3.5
LB	30	1.7
AG	14	1.9
HZ	8	
AP	7	0.7
RM	6	1.2

(sources: fichier suivi CDNG pS-Eau; bilan coop dec 2011)

Analyse qualitative

L'enquête montre que la satisfaction en rapport avec l'appui-conseil est bonne, bien qu'elle soit inférieure à ce qu'elle est pour la diffusion/production de références. Les entretiens qualitatifs ont permis de préciser les aspects suivants:

- pS-Eau est reconnu en termes d'accompagnement au montage de projets;
- le pS-Eau offre aux porteurs de projets une maîtrise utile des attentes des différents bailleurs;
- que le pS-Eau soit technique mais pas seulement cela est apprécié;
- l'appui aux petits acteurs est un rôle important du pS-Eau pour plusieurs acteurs, et notamment ceux qui gèrent des fonds.

Concernant le dernier point, il y a au sein du pS-Eau une conscience de l'importance d'appuyer les acteurs moins aguerris et d'établir une solidarité entre les acteurs qui ont des moyens et ceux qui en ont moins. **Dans le même temps, le pS-Eau questionne l'efficacité de la fourniture de services quasiment à la carte, et cherche des avenues pour harmoniser les appuis qu'il fournit.**

Les entretiens dans les pays prioritaires font ressortir des attentes différentes selon les répondants: pour les répondants Sud l'accès à des informations utiles et les possibilités d'échanges qui se matérialisent lors des visites du pS-Eau sont les éléments forts; pour les répondants Nord, c'est l'association d'un appui à la formulation de projet avec des possibilités d'échanges qui est attractive.

Le pS-Eau opère de différentes manières selon les régions. Le siège et le bureau de Lyon constituent des points d'ancrage permanents en Ile de France et en Rhône Alpes. Le pS-Eau dispose aussi d'un employé à mi-temps à Montpellier (au sein du CARI). Les employés du pôle Appui-Conseil se sont ensuite répartis les régions (sur la base des territoires des agences de l'eau) et travaillent en partie directement avec les acteurs de ces régions⁵ et en partie indirectement à travers des relais qui sont souvent les plateformes de coopération décentralisée (par exemple Centraider).

Il ne nous a pas été possible dans le cadre de cette évaluation de tirer l'ensemble des leçons apprises de ces différents modèles de l'AC⁶. Nous avons noté que:

- l'exemple de Lyon montre qu'un bureau peut être quasi-autonome financièrement. Cependant, le Grand Lyon a joué un rôle majeur dans l'installation de l'antenne de Lyon et la région Rhône-Alpes se caractérise par une densité d'acteurs impliqués en développement. Il n'est pas évident que ce modèle soit reproductible;
- les relations développées par le pS-Eau avec les financeurs importants de la coopération décentralisée EPA joue un rôle mais n'explique pas tout; par exemple pS-Eau a une convention

⁵ Le pS-Eau croise ainsi sa base de données "acteurs" avec les agences de l'eau.

⁶ Réaliser ce travail aurait nécessité une série additionnelle d'interviews sur ce sujet avec des acteurs spécifiques.

avec AdE Adour-Garonne mais seulement 14 prestations d'appui-conseil en 2011-2012 avec des acteurs de cette zone, pas de convention avec AdE Loire-Bretagne mais quand même 30 prestations d'appui-conseil;

- la disponibilité des ressources humaines du pS-Eau est un élément déterminant. L'appui-conseil est concentré à proximité de ces ressources humaines;
- certaines expériences semblent suggérer qu'il y a un seuil au dessous duquel l'implication de ressources humaines ne produit pas les résultats escomptés. L'expérience d'un mi-temps du pS-Eau auprès de la région Bretagne (en 2006) mériterait d'être analysée sous cet angle;
- les expériences de relais à travers des acteurs régionaux buttent sur les limites de l'engagement de tiers acteurs (salariés ou bénévoles) qui sont avant tout des généralistes.

Nous recommandons au pS-Eau de développer cette analyse de manière à nourrir sa réflexion sur son modèle de mise en œuvre de l'appui-conseil.

Le rôle d'animateur du pS-Eau

Les activités dans ce domaine sont essentiellement répertoriées sous les intitulés :

- échanges d'expériences et capitalisation (pôle appui conseil)
- espaces d'échanges et concertation⁷ (pôle appui-conseil)
- animation de groupe de travail (pôles R&D et appui conseil)
- préparation d'événements (exemple FME Marseille/implication de toutes les ressources humaines du pS-Eau)

L'enquête montre que **les attentes concernant le rôle d'animation du pS-Eau sont élevées**, moins que les attentes vis à vis du rôle du centre de ressources mais plus que les attentes vis à vis du rôle d'appui-conseil individualisé.

En ce qui concerne le pôle appui conseil, les activités d'animation sont essentiellement en lien avec les pays prioritaires, à l'exception de l'animation de groupes de travail.

Parmi les activités phares en 2011-2012, on note:

- échanges d'expériences et capitalisation:
 - atelier de Houndé au Burkina Faso, donnant lieu à une publication appréciée⁸
 - visites collectives de sites organisées entre autres au Burkina, au Sénégal et à Madagascar
 - organisations d'ateliers techniques à Madagascar
 - rencontres en France des acteurs CDNG d'un pays en présence d'invités du pays concerné (Burkina; Madagascar; Sénégal; Mali)
- espaces d'échanges et concertation:
 - rencontres associant pouvoirs publics et acteurs CDNG à Madagascar
 - mise en relation des acteurs CDNG avec les pouvoirs publics
 - bilan de la coopération CDNG dans certains pays (Burkina; Sénégal)
- animation de groupes de travail
 - groupe de travail Assainissement (pôle R&D)
 - groupe de travail intercommunalité et groupe de travail Eau, énergie, développement durable (pôle AC)
- préparation d'événements
 - FME Marseille
 - animations de sessions dans divers événements (Cf. ci-après)

La période 2011-2012 fait apparaître une montée en puissance du rôle d'animation et de mise en relation du pS-Eau. Cette évolution renforce l'image d'ensemblier du pS-Eau. Elle est certainement due à une connaissance des acteurs et des contextes, elle même en augmentation.

⁷ Dans le langage pS-Eau, "concertation" ne renvoie pas systématiquement à la rencontre entre pouvoirs publics et autres acteurs (société civile notamment) dans le cadre d'une discussion ou négociation sur les politiques dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il s'applique de manière large aux échanges entre acteurs.

⁸ "La mise en place de services techniques municipaux d'EPA; retour d'expériences au Burkina Faso"

Appui-conseil et pays prioritaires

La stratégie dans les pays prioritaires associe:

- des activités visant à une **connaissance poussée du contexte, des acteurs et de leurs actions**: fiches actions; contacts; fiche pays (sections spécifiques sur le site);
- **l'appui conseil auprès des acteurs** (principalement français mais également locaux: recherche de financement, lien autorités nationales et locales);
- l'organisation d'activités **d'échanges et de concertation** en alternant rencontres en France et rencontres dans le pays concerné;
- la production de **publications spécifiques**;
- un rôle d'**interface entre l'administration et la Coop Dec**: préparation de bilan sur la coop dec EPA; vulgarisation du contexte national; mise en relation des acteurs. Ce rôle d'interface est apprécié des acteurs publics.

L'application de cette stratégie se lit effectivement dans les tableaux précédents: concentration de l'appui-conseil visant les pays prioritaires; publications pays; augmentation des contacts; fiches pays.

Selon la plupart de nos répondants, **la stratégie "pays prioritaires" du pS-Eau est efficace**, Elle permet une bonne connaissance du terrain et "permet de conseiller les acteurs CDNG de manière efficace". Pour un autre répondant, employé du pS-Eau, « c'est là-bas que les sujets doivent être abordés si on a l'objectif d'améliorer la qualité des interventions ». La stratégie "pays prioritaires" permet effectivement une certaine délocalisation de l'appui-conseil à travers des activités d'échanges et l'implication de réseaux locaux dans la diffusion des outils du pS-Eau.

Le pS-Eau ne s'appuie pas sur un modèle, mais met en place des formules ad hoc en fonction des situations et cherche à s'appuyer sur des acteurs locaux:

- Madagascar: partenariat formalisé avec le CITE.
- Burkina Faso: des "alliés" ⁹ mais pas de partenariat formel.
- Sénégal: pas de partenariat formalisé, mais de nombreux contacts avec les acteurs sur place (représentants français, administrations nationale et locale, ONG)

Madagascar est le seul pays où le pS-Eau a un partenaire officiel, le CITE. Ce partenariat a débouché sur la création du Ran'Eau, dont la progression apparaît comme un résultat important de la période 2011-2012. Le Ran'Eau est une plateforme cogérée par le CITE et le pS-Eau, qui a su trouver sa place comme espace d'information de concertation auquel participe les pouvoirs publics et les acteurs des collectivités locales malgaches. Le partenariat avec le CITE a également permis de ramifier l'appui-conseil en s'appuyant sur les antennes régionales et les centres documentaires du CITE.

La logique "pays prioritaires" telle qu'elle a été mise en œuvre ces dernières années entraîne vers une présence physique de plus en plus marquée (actuellement deux missions par an en moyenne), de manière presque mécanique, parce que les appuis du pS-Eau entraînent d'autres demandes, ouvrent d'autres possibilités. Cependant le pS-Eau n'a pas pour ambition de faire évoluer sa présence dans les pays prioritaires vers une présence permanente. Et les répondants ne poussent en général pas dans cette direction, sauf certains répondants Sud qui trouvent attractive l'idée d'antennes du pS-Eau dans leurs pays.

Les limites de cette position apparaissent par exemple au Burkina où l'IRC a ouvert une représentation ce qui se traduit, selon nos répondants, par une visibilité plus grande (par exemple présence plus systématique aux réunions de concertation que pS-Eau). IRC est également gestionnaire de projets au Burkina (WASH-COST; WA-WASH avec USAID) qui publient régulièrement (cf. site IRC-Burkina).

La stratégie "pays prioritaires" du pS-Eau permet un accompagnement efficace des acteurs. Elle nous paraît cependant avoir des limites:

- **elle ne permet pas nécessairement de percevoir certaines opportunités (de financement de R&D; d'alliances; etc.) et d'avoir la réactivité nécessaire pour s'en saisir;**
- **elle ne permet pas au pS-Eau d'être partie prenante des discussions dans les pays prioritaires (sauf à en être l'initiateur).**

⁹ Eau Vive, IRC et EAA, notamment.

La formule utilisée à Madagascar permet de contourner en grande partie ces limites. Sa reproduction dans d'autres pays devrait être considérée. **Il ne nous a malheureusement pas été possible dans le cadre de cette évaluation de tirer l'ensemble des leçons apprises de ces différents modèles d'organisation mis en place dans les pays prioritaires. Comme dans le cas de l'appui-conseil en France, nous recommandons au pS-Eau de développer cette analyse de manière à nourrir sa réflexion sur son modèle de mise en œuvre.**

En ce qui concerne la concertation sur les politiques publiques, le pS-Eau met l'emphasis sur la prise en compte des stratégies nationales. Ce qui n'empêche pas une participation à la réflexion politique mais pas dans le cadre d'une approche plaidoyer (par exemple en lien avec SMC, le pS-Eau est intervenu pour les pays se dotent de plans d'assainissement, notamment lors de AfricaSan).

Le rôle joué par le pS-Eau dans le domaine de la concertation est variable selon les pays:

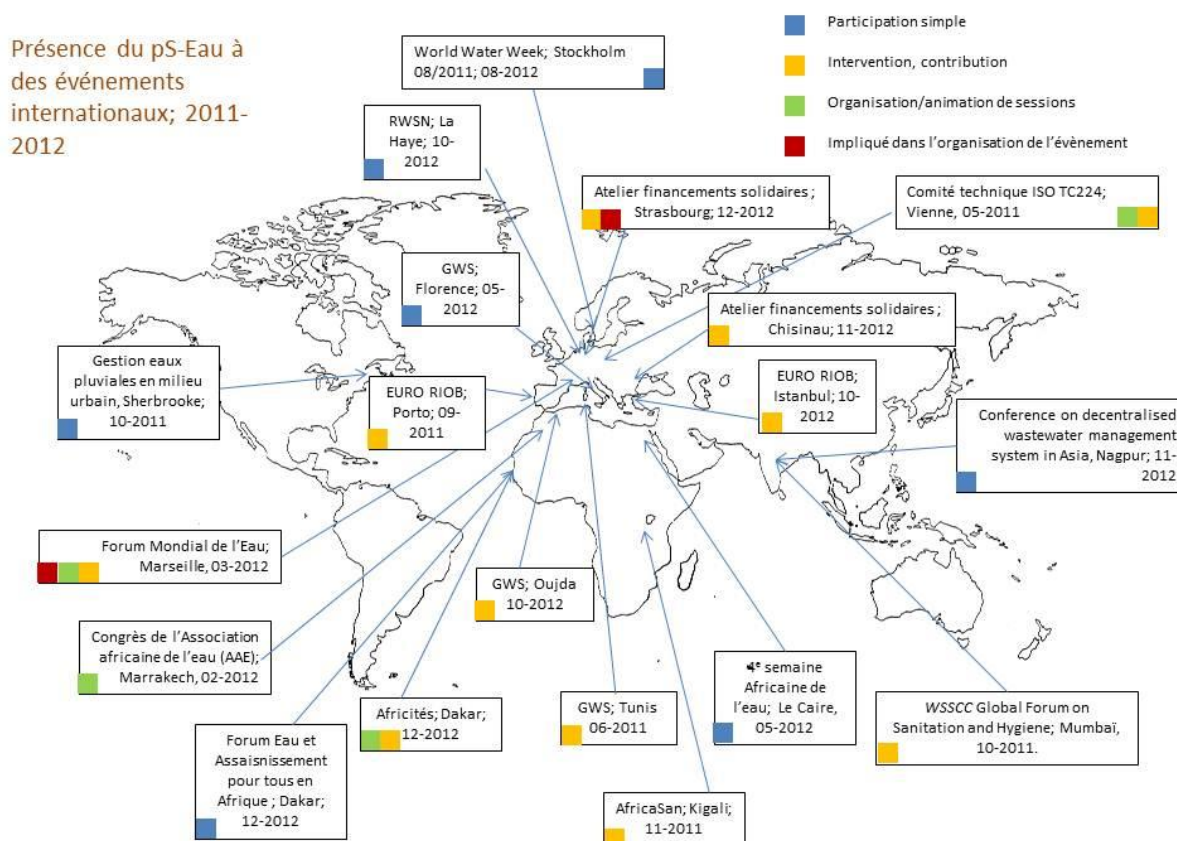
- rôle important joué à Madagascar avec la création du Ran'Eau qui est venu occuper un vide;
- rôle peu important au Burkina Faso où les principaux espaces de concertation sont impulsés par les revues sectorielles et le cadre partenarial tandis que des plateformes "société civile" se mettent en place;
- au Sénégal: diffusion d'information et prise en compte de la stratégie nationale au niveau local. Organisation de rencontres /moments d'échange entre d'une part l'administration nationale et de l'autre les collectivités locales et les ONG/associations.

Le rôle de l'espace proposé par le Ran'Eau est ainsi décrit par un répondant malgache: *"Une meilleure coordination commence à se ressentir. Le ministère a pu diffuser auprès des acteurs sa stratégie d'orientation à court terme, grâce aux espaces d'échange mis en place par le réseau Ran'Eau. Toujours grâce à cet espace d'échange, les ministères de l'Eau, de la Décentralisation et du Développement et de l'aménagement du Territoire se sont également rapprochés et initient la coordination de leurs actions respectives dans le secteur Eau et Assainissement. Les communes et les associations d'usagers de l'eau ont d'autre part manifesté leurs priorités en termes de besoins d'appuis"* (source: verbatim enquête).

Présence dans les événements internationaux

La période 2011-2012 coïncide avec la mise en œuvre d'une volonté de présence plus systématique à des événements internationaux importants (19 en 2 ans, sur tous les continents sauf Am-Sud), avec un niveau de participation variable (cf. figure ci-après). C'est une augmentation par rapport à la période précédente.

Figure 4: participation du pS-Eau à des événements internationaux



(source: pS-Eau, préparée à la demande de l'équipe d'évaluation)

Le FME 6 a été l'événement majeur de la période 2011-2012 pour le pS-Eau. Il a nécessité la mobilisation de l'ensemble de ses ressources humaines. Selon nos répondants, le pS-Eau a été visible lors du FME, notamment à travers l'animation d'ateliers et sa présence dans l'espace France. Pour un répondant également impliqué dans l'organisation du forum, "pS-Eau was one of the more proactive organisation in the core group".

La préparation du FME 6 a inclus la production de documents spécifiques: plaquette présentation FME; plaquette pacte d'Istanbul; Lettre du pS-Eau spécial FME; Bilan loi Oudin. Le pS-Eau a de plus co-animé avec IWA le thème assainissement.

L'année 2012 a été fertile en développement de relations partenariales découlant de la présence accrue du pS-Eau au niveau international:

- IWA et pS-Eau ont commencé à développer une relation régulière depuis FME 6: IWA a invité le pS-Eau à faire une présentation en son nom au sommet Africités à Dakar et a exprimé le souhait que le pS-Eau anime un atelier lors du prochain congrès de l'IWA (Nairobi 2013). IWA a également exprimé le souhait que le pS-Eau participe, y compris financièrement, dans un programme de R&D dans le domaine EPA dans les villes africaines;
- Rapprochement progressif avec SANDEC depuis 2011 (membre de Urban Sanitation Initiative, animé par IWA, dans lequel figure aussi pS-Eau) qui est un acteur clé en matière de R&D dans le domaine de l'assainissement, avec une volonté réciproque d'échange;

- EAA et pS-Eau ont signé une convention cadre lors du forum Eau et Assainissement pour l'Afrique (Dakar; décembre 2012). Cette convention porte essentiellement sur la R&D;
- Le centre de recherche WEDC, de l'Université de Loughboroug, a approché le pS-Eau pour co-organiser une conférence EPA en Afrique francophone.

Fin 2012, le pS-Eau occupe les positions institutionnelles suivantes:

- membre du steering committee de la plateforme Global Water Solidarity (UNDP)
- membre du CA de Solidarité Eau Europe (1% Europe)
- membre du Conseil d'administration du Partenariat français pour l'eau (PFE)

Le pS-Eau participe à un groupe de travail confié à IRC par RWSN-SKAT sur l'appui et la gestion des petits systèmes d'eau. Le pS-Eau s'est proposé comme chef de file sur des sous-thématiques.

L'effort de présence dans les événements internationaux a accru la visibilité du pS-Eau. Cette présence a été possible d'une part du fait de la position occupée par le pS-Eau en France qui a justifié son rôle dans la préparation du FME et d'autre part du fait de la capacité de présenter sur des sujets pertinents (SMC; financement type loi Oudin).

Progression rapide des bases de données

Sous la responsabilité du pôle communication et information et dans le cadre de son objectif de "recensement des acteurs et des actions", le pS-Eau anime 6 bases de données (cf. tableau ci-après) qui continue à s'enrichir rapidement. **L'ensemble de ces bases de données constitue un centre de ressources unique.**

Tableau 13: Situation des bases de données du pS-Eau en décembre 2012

Base de données site web	Entrées; situation au 17-12-2012
Organismes	10218
Contacts	6268
Experts Sud	175
Documents en ligne	1831
Outils pédagogiques	1319
Fiches actions	872

(source: site pS-Eau)

Les bases de données "organismes" et "contacts" se sont enrichies de 3150 nouveaux contacts en 2011-2012, pour un total de 24000 correspondants. Il y a eu 2160 actualisations faites en octobre-novembre 2012 suite à un envoi de mail (par groupe de 1500).

317 nouvelles fiches actions ont été ajoutées en 2011-2012. Une interface cartographique liée aux fiches actions a été mise en ligne. Les liens avec la base ACODIA et la base coopération décentralisée du MAE ont été réalisés tels que prévu (120 liens avec la base MAE réalisés en 2011-2012). A noter qu'il y a une possibilité pour les porteurs de projet d'actualiser directement leurs fiches projet, via une interface dédiée à la mise à jour.

L'ajout de documents a été continu en 2011-2012 : plus de 600 documents et 450 outils pédagogiques ont été ajoutés en deux ans.

L'ajout de document n'est pas très codifié et ne fait pas l'objet d'un contrôle strict. Un de nos répondants nous a indiqué que "le pS-Eau a mis un de nos documents en ligne et nous n'étions pas forcément d'accord". D'autres répondants questionnent la mise en ligne de documents anciens. Enfin il est ironique, que le document le plus téléchargé sur le site du pS-Eau soit un document de la Croix Rouge sur les tremblements de terre.

Un site internet visité

Le pS-Eau consacre un temps plein à son site internet, c'est sans conteste un point fort qui permet un dynamisme et un professionnalisme que d'autres réseaux n'ont pas à ce niveau. Des outils de suivi sont en place (Google Analytics; Web Trends), ce qui nous a permis de développer l'analyse qui suit.

Référencement

Une recherche sur google France avec les mots "Eau et Assainissement" ne permet pas de trouver le site du pS-Eau. Par contre, cette recherche permet de voir que certaines organisations (ACF; Plan International) ont, depuis peu, des campagnes *adwords* sur ce thème, en lien avec leurs campagnes de financement.

Une recherche avec les mots "Eau et Assainissement Afrique" ou "Eau et Assainissement PED" permet de repérer le site du pS-Eau mais à travers des liens à des pages spécifiques plutôt que par un accès à sa page d'accueil.

En résumé, **il y a relativement peu de visiteurs qui viennent sur le site suite à une recherche thématique**: les premiers mots clés thématiques sont "montage de projet", "loi Oudin Santini" et "assainissement liquide" mais ils ne sont responsables que d'un nombre limité de visites.

La grande majorité des visites (69%) vient de google suite à une recherche "organique". Les visites "directes" représentent 16% des visites. Les visites provenant de liens avec d'autres sites sont faibles (par exemple 280 visites provenant de wikiwater, 103 du site de COSUD, 93 du site water-1percent.org, etc.) mais les liens sont nombreux.

Certains sites ont des références nombreuses au pS-Eau, par exemple le moteur de recherche interne du site de l'IRC indique que le pS-Eau est mentionné 67 fois dans le site. D'autres sites ont établi des liens avec des produits spécifiques du pS-Eau. Il y a, par exemple, un lien à la série SMC dans les ressources à la fin de "Un modèle pour les projets d'eau et d'assainissement" sur le site de AIMF.

Nous pensons que le pS-Eau (pôle communication et plaidoyer) devrait réaliser un travail plus systématique pour que des liens avec le site du pS-Eau soient établis par la communauté "EPA".

Visites

Le site du pS-Eau est très visité mais une analyse plus fine révèle des informations importantes.

Tableau 14: indicateurs principaux du trafic sur le site du pS-Eau¹⁰

Outil	WebTrends		Google Analytics
Années	2011	2012	2012
Visites	329.979	387.413	
Visites par jour	904	1.061	
Page par visite			2.88
Nouveaux visiteurs	83.3%	83.5%	
Visiteurs venus plusieurs fois	16.7%	16.5%	
Durée moyenne			4 min 54
Taux de rebond			68%

(Source: WebTrends et Google Analytics)

La comparaison 2011-2012 montre une croissance significative de la fréquentation (+17.5%).

Le site a été remanié en septembre 2012. Les objectifs étaient l'ergonomie, le visuel et la facilité d'utilisation. Les retours sur la nouvelle ergonomie du site sont bons (au moins par les utilisateurs internes/proches de pS Eau). **Cependant de nombreux répondants soulignent le manque de convivialité de l'interface du moteur de recherche des bases de données. Il y a, à ce niveau, encore un potentiel d'amélioration.**

¹⁰ Le site est suivi par GA depuis fin 2011, la comparaison 2011-2012 n'était donc pas possible. Cependant les indicateurs et les méthodes de mesures des indicateurs de base nous paraissent plus pertinents sur GA (hormis les mesures de téléchargements de fichiers qui sont disponibles seulement sur WT). A l'avenir, nous recommandons donc de faire le suivi de la fréquentation du site web en utilisant plutôt les données GA.

L'objectif n'était pas d'améliorer certains indicateurs de trafic et notamment le taux de rebond. Cependant on note que la durée des visites et le nombre de pages visités ont été affectés par le changement: sur les 3 derniers mois la durée moyenne est de 3 min 04 et le nombre de page par visite de 2.51.

Origine des visites: principalement France (50%) et pays d'Afrique francophone

Pages les plus visitées

En raison des bases de données, le site comporte de très nombreuses pages. Ceci entraîne une grande dispersion des visites. Beaucoup d'entrées se font directement sur les pages des bases de données avec un pourcentage de sortie élevé sur ces mêmes pages donc sans visite du site, ni de prise de connaissance de l'organisation et de ses activités.

Le tableau ci-après indique les 5 pages les plus visitées du site pour la période du 1er octobre au 31 décembre 2012. Nous y avons ajouté les statistiques de visites de la fiche "organisation" de l'AFD qui illustre bien le comportement des visiteurs des bases de données.

Tableau 15: pages les plus visitées du site pS-Eau; 1 octobre à 31 décembre 2012

		Pagevis ws	Unique Pagevis ws	Avg. Time on Page	Entranc es	Bounce Rate	% Exit
1.	/fr/index.php Page d'accueil	5,500	4,432	00:02:26	3,877	39.7 5%	38.40 %
2.	/outils/organismes/contact_recherche.php?pgmpseau_id=64 Base de données Contacts	1,954	249	00:20:38	40	37.5 0%	6.70 %
3.	/fr/ Page d'Accueil	1,333	1,042	00:01:34	610	41.1 5%	31.51 %
4.	/outils/lettre/lettre_resultat.php?lett_numero_lettre[]=70&page_originale=1&champ_tri_2=lett_page&champ_tri_3=lett_article_lettre_id Newsletter n°70	1,058	811	00:00:37	206	0.00 %	19.66 %
5.	/outils/biblio/resume.php?docu_document_id=3388&l=fr "Accès à l'eau potable dans les pays en développement - 18 questions pour des services durables" pS-Eau	979	852	00:03:28	666	78.0 8%	65.58 %
31.	/outils/organismes/organisme_detail.php?org_organisme_id=481 Fiche "AFD"	300	267	00:02:11	259	79.5 4%	79.00 %

(source: google analytics)

Ces statistiques montrent que l'entrée sur le site se fait rarement par la page d'accueil même si celle ci est la plus visitée. En effet les visites sur la page d'accueil ne représentent que 5,4% des pages vues.

Les visites dans les bases de données sont souvent des "entrées-sorties" sans aller ailleurs sur le site. Mais, si l'on en juge par la durée moyenne passée sur ces pages, elles sont considérées comme pertinentes. Ces visites découlent d'un référencement étonnamment efficace des fiches des bases de données pS-Eau (par ex une recherche GIZ Madagascar ou AFD eau et assainissement donne un accès à la fiche de l'organisation correspondante). Dans ce cadre le pS-Eau joue un rôle important de centre de ressources, tout en restant relativement anonyme pour les acteurs qui utilisent les bases de données.

On voit par contre, ligne 2 du tableau, qu'il y a des visiteurs en nombre conséquent qui utilisent les bases de données pour faire une recherche d'acteurs: dans ce cas le temps passé est de 20 minutes et l'écart entre *unique page views* et *page views* montre les allers-retours entre les fiches et la zone de dialogue.

Le taux de rebond est très différent entre les autres pages principales du site (40%) et les pages des bases de données (78%). Vu le taux de rebond moyen, cela indique qu'un très grand nombre des visites est en fait constitué par des visites courtes sur une seule page des bases de données.

Les visites qui portent sur le pS-Eau, son fonctionnement et ses activités sont moins nombreuses mais affichent de meilleurs statistiques: durée plus longue, taux de rebond plus bas, nombre de pages visitées plus important.

La figure ci-dessous indique le nombre de pages vues par grandes sections du site entre le 1 octobre et le 5 décembre 2012.

Figure 5 : pages vues des pages principales du site du pS-Eau

Fréquentation du site pS-Eau;
visites des pages principales;
période 1 octobre- 5 décembre

(source: Google Analytics)

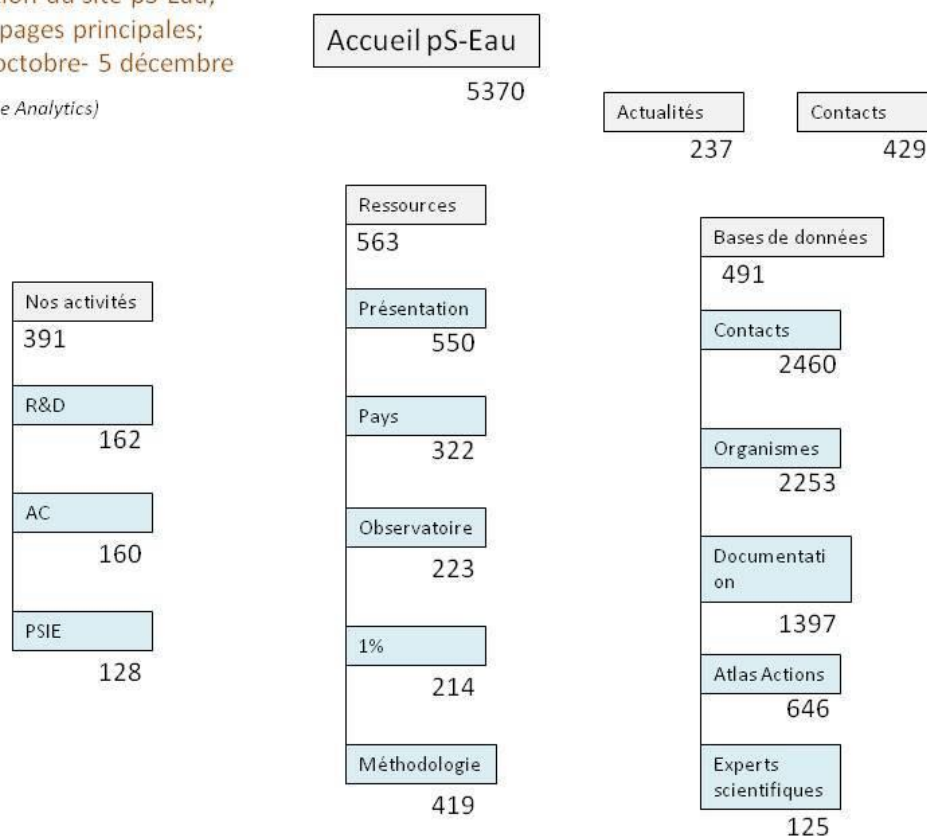


Tableau 16: Fiches les plus visitées des bases de données du pS-Eau

Fiches "organisme" les plus visitées 2012	EAA; World Vision Sénégal; AFD; SDE 56; Fondation 2IE
Fiches "document" les plus visitées 2012 (hors lettre du pS-Eau):	Guide pratique de montage de projet GRDR 2007; Juego de la Serpientas y escaleras 2009; EPA dans les PED - 18 questions; Lavage des mains (DSDS-2008); Le droit à l'eau, un rêve pour bon nombre d'haïtiens (2007)
Fiches "action" les plus visitées 2012 (environ 1 visite par jour):	Projet de forage et d'actions d'accompagnement (Eau Vive, Burkina Faso, 1995-1998); Programme d'hydraulique villageoise en Basse Guinée (4ème phase AFD) (SNAPE, République de Guinée), 1998-2001; Eau, environnement et Santé en Milieu Scolaire (projet ESAMIS)(BCEOM, Eau Vive et Véolia Interforce) 2007-2008; Taroudannt 1: Projet Eau Potable et Assainissement Environnemental (Maroc); Réalisation d'un forage d'eau potable et de latrines à Banikane - Niger (2009)

(source: Google Analytics)

Activités non réalisées ou partiellement réalisées

Dans ce chapitre, nous indiquons quelles activités incluses dans le planning 2011-2012 n'ont pas été réalisées et pourquoi. Le nombre de ces activités est réduit et l'on peut dire, globalement, que sur le plan purement quantitatif, le planning 2011-2012 a été réalisé dans sa quasi intégralité.

Pôle R&D: Identification des nouveaux enjeux; notes semestrielles

Dans le cadre de l'identification des nouveaux enjeux, le planning prévoyait la production de plusieurs types de notes semestrielles:

- des notes attentes et besoins dont l'objectif est de recueillir régulièrement l'opinion des membres sur les thèmes importants. Cette note fait partie des instruments pour aider la R&D à être plus en lien avec l'AC;
- des notes sur des thèmes à approfondir.

L'expérience a montré que l'identification des attentes/besoins n'est pas nécessaire tous les 6 mois. La réflexion sur les thèmes qui seraient à approfondir découle de l'identification des attentes et besoins. Cette réflexion a donc été directement incluse dans les notes sur les attentes et besoins.

Le choix a été fait en lien avec le comité scientifique de fusionner les deux notes et de n'avoir qu'une note sur les attentes et besoins chaque année. **Cette modification nous paraît pertinente. Nous pensons par contre qu'elle devrait inclure une participation plus grande des membres** (les notes 2011-2012 ont été rédigées suite à des entretiens avec seulement quelques membres).

Appui-conseil: animation groupes de travail "intercommunalité" et "Eau, énergie, développement durable"

Ces groupes de travail étaient sous la responsabilité du pôle Appui-Conseil en 2011-2012. Ils sont importants pour la dynamique interne du pS-Eau car ils constituent un des points de contacts entre les pôles (le pôle R&D est représenté dans le groupe de travail "Eau Énergie Développement Durable").

Le groupe de travail "Eau Énergie Développement durable" a bien fonctionné en 2011 en tenant 3 réunions et en publiant une note et une plaquette, mais il a perdu son élan et ne s'est pas réuni en 2012.

Le groupe de travail "Intercommunalité" ne s'est pas réuni en 2011-2012.

Au bilan, le pôle AC a eu de la difficulté à faire vivre ces groupes de travail, qui sont venus s'ajouter à des plannings déjà lourds. Ce constat pose quand même la question de la pertinence de l'animation de groupes de travail par le pôle appui-conseil.

Appui-conseil: suivi-évaluation des projets EPA

Le pS-Eau a publié en 2011 un guide suivi-évaluation avec le F3E : "Concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets eau et assainissement (financement 2010 de l'ARENE). Le planning 2011-2012 prévoyait de valoriser ce guide en réalisant des réunions de formation (2 jours), suite auxquelles il était proposé un accompagnement (1 jour) pour la mise en place du suivi-évaluation.

Trois réunions (sur les 4 prévues) ont été réalisées et 8 porteurs de projets (sur les 10 présents) ont été accompagnés.

L'expérience 2011-2012 a permis de constater que le module proposé ne s'adressait qu'à un nombre limité d'acteurs, ce qui a conduit à l'annulation de la quatrième réunion. En 2013, il est prévu une réunion au niveau national et une réédition du guide Suivi-évaluation car il est difficile d'accès pour de nombreuses structures.

Activités CDNG au Mali

Parmi les pays prioritaires, le Mali est celui pour lequel on constate des différences importantes entre le planning prévu pour 2011-2012 et le planning réalisé. La situation politique au Mali est la raison majeure de ces différences.

Il y eu moins de réunions d'échanges que prévu. D'une manière générale, les rencontres (rencontres des acteurs; rencontres thématiques) n'ont pas eu lieu en 2012.

SIDEAU n'a pas eu lieu en 2011-2012, le pS-Eau n'y a donc pas participé.

L'accompagnement des acteurs a été minimal, en 2011-2012 seule la visite de 8 projets a eu lieu.

L'étude Exhaure motorisée dont la recherche-action devait se faire à Kayes 2-3 sites a été annulée en raison de la situation.

Pôle Communication et information: Lettre du pS-Eau

La lettre du pS-Eau est parue régulièrement en 2011 (4 numéros). Il y a eu par contre un trou entre la lettre 69 (avril 2012) et la lettre 70 (novembre 2012). L'objectif du pS-Eau était de compenser en publiant des numéros additionnels fin 2012 début 2013 (numéro SMC).

4. Effets et impacts

Connaissance et compréhension des enjeux du secteur EPA

Le pS-Eau est soutenu par ses membres en ce qui concerne la production de références. La valeur ajoutée de la R&D du pS-Eau est à la fois "interne" (demande des membres) et "externe" (stratégie d'ouverture sur les autres acteurs R&D notamment anglophones).

Pertinence des sujets de R&D

Le mécanisme du pS-Eau pour identifier ses sujets (incluant l'implication du Comité Scientifique) semble efficace:

- la satisfaction des membres est élevée;
- les documents font l'objet d'une bonne diffusion, notamment grâce au site internet;
- la participation aux événements internationaux témoigne de la reconnaissance accordée au pS-Eau comme acteur de R&D.

Un de nos répondants résume ainsi son appréciation, «le pS-Eau est toujours un peu en avance sur les sujets; il produit des supports sur les sujets qui émergent». Parlant du travail sur les mini-égouts, un autre répondant indique que *"nobody else is doing a global perspective/analysis on sewage"*.

Une des qualités principales des publications du pS-Eau est qu'elles ne sont pas purement techniques mais qu'elles abordent aussi les questions organisationnelles et institutionnelles. Pour plusieurs répondants, c'est de là que provient la valeur ajoutée principale des publications du pS-Eau.

Certains sujets abordés en 2011-2012, notamment "gestion des eaux pluviales" sont pour certains répondants à la limite de ce que devrait être le champ R&D du pS-Eau. Pour ces personnes, le pS-Eau ne devrait pas s'éloigner de sujets qui contribuent très directement à l'atteinte de l'objectif 7 des OMD. Pour eux les sujets "droit à l'eau" et "accès à l'eau" devraient être privilégiés.

Valorisation de la R&D

La production de références nouvelles soulève la question de leur valorisation. Si la valorisation n'est pas à la hauteur, la pertinence de la R&D peut légitimement être questionnée. Pour un répondant par exemple: "les structures comme pS-Eau n'ont pas les moyens de leur politique". Ce point est aussi soutenu par un autre répondant qui s'inquiète de la capacité à accompagner la mise en place des SMC. De fait, plusieurs répondants conseillent au pS-Eau d'améliorer son service après-vente, à la fois pour valoriser le travail fait mais aussi pour déclencher d'autres financements R&D.

Trois indicateurs de valorisation nous paraissent intéressants:

- la diffusion des publications
- l'utilisation du contenu dans de nouvelles activités ou produits (échanges; formation; articles)
- la réplique des méthodes ou outils proposés dans le cadre d'activités EPA

En ce qui concerne la diffusion des publications, les informations que nous avons pu recueillir sont présentées ci-après. Le constat principal est que les publications du pS-Eau bénéficient d'une bonne diffusion, notamment dans le cadre de téléchargements faits sur le site internet.

En termes d'utilisation du contenu des publications, nous n'avons recueilli que peu d'exemples de réutilisation par des acteurs externes. Parmi ces exemples:

- Thème "Eaux usées- Eau pluviale": partenariat avec EIVP¹¹ et SIAAP pour le développement d'un module de formation dans le mastère spécialisé Urbeausep¹².
- GIZ Burkina Faso nous a indiqué avoir utilisé SMC #5 pour préparer un atelier sur les latrines publiques familiales.

¹¹ EIVP: École des Ingénieurs de la Ville de Paris

¹² Cf. http://www.eivp-paris.fr/index.php/Mast%C3%A8re_sp%C3%A9cialis%C3%A9_URBEAUSEP?idpage=481&idmetacotentenu=

Pour la période 2011-2012, la réplique des méthodes et outils proposés par le pS-Eau s'applique surtout à SMC, qui est présentée comme une approche globale, même si on peut l'utiliser par morceaux. Le bilan actuel est que SMC est mis en œuvre à Tahoua au Niger (avec l'appui du SIAAP), à Rosso en Mauritanie et à Ebolowa au Cameroun (avec des financements provenant du programme de désendettement).

Les partenaires de l'aventure SMC, le PDM et le pS-Eau, indiquent avoir reçu peu de demandes d'appui. Pour un de nos répondants, il y a un risque de non valorisation de SMC faute de moyens. Il précise qu'il faut "appuyer les villes pour leur permettre de mieux tirer avantage de SMC, car ce sont des démarches dans lesquelles il y a une forte remise en cause".

En ce qui concerne la valorisation de SMC, le pS-Eau peut donc considérer que le verre est à moitié plein ou à moitié vide. Les guides SMC sont appréciés, ils sont téléchargés et distribués de manière importante. SMC a permis au pS-Eau de progresser sur la scène internationale et de se rapprocher des acteurs anglophones. Mais les moyens manquent pour en faire une méthode de travail largement appliquée et référencée.

Importance du pS-Eau comme diffuseur et éditeur

Importance du pS-Eau comme source d'information pour ses membres

L'importance du pS-Eau comme centre de ressources est incontestable, plus encore pour les répondants Sud que pour les répondants Nord.

Tableau 17: importance du pS-Eau comme source d'information

	Nord	Sud
ENSEMBLE	73	29
Le pS-Eau est ma source d'information principale en ce qui concerne la coopération dans le secteur Eau et assainissement	11%	24%
Le pS-Eau est une de mes sources d'information principales en ce qui concerne la coopération dans le secteur Eau et assainissement	42%	59%
Le pS-Eau est une source d'information intéressante en ce qui concerne la coopération dans le secteur Eau et assainissement	44%	17%
Le pS-Eau est une source d'information mineure en ce qui concerne la coopération dans le secteur Eau et assainissement	3%	0%

Enquête (verbatim répondants Sud):

- le verbatim confirme l'importance du pS-Eau comme centre de ressources pour les répondants Sud; le pS-Eau est fréquemment mentionné. Par exemple: "le contenu des documents produits par le pS-Eau et transmis aux différents contacts inscrits sur son site". "La possibilité d'aller se documenter sur son site web et bénéficier des documents produits ultérieurement";
- importance des événements internationaux et des échanges, par exemple lors d'ateliers thématiques.

Pas de centre de ressources équivalent:

- pas dans le monde francophone (la plupart des organisations diffusent seulement leurs documents). RITIMO plus sur le droit à l'eau.
- AKVO: semble orienté sur les IT les plus modernes: akvopedia; vidéos; etc.
- pas beaucoup de sites qui regroupent de la documentation.

Le travail de publication du pS-Eau contribue à équilibrer les publications anglophones et francophones: "il y a quelques années les publications étaient dominées par WaterAid et IRC et portaient surtout sur l'Asie et l'Afrique de l'Est".

Téléchargements et impressions papier

L'analyse des téléchargements de fichiers est édifiante. Les données de WebTrends montrent plusieurs choses qui sont importantes pour analyser à la fois l'impact du pS-Eau et la stratégie du pS-Eau dans les domaines de la publication et de la diffusion.

Le premier constat est que les publications du pS-Eau tiennent leur rang au sein de l'ensemble de la documentation proposée. La plupart des publications 2011-2012 figure parmi les 200 les plus téléchargées alors que la base de données contient plus de 2800 fichiers pdf.

Les publications "pays prioritaires" tirent également leur épingle du jeu. A titre d'exemple le document "Mise en place de services techniques municipaux d'EPA; retour d'expériences au Burkina Faso" est le document pS-Eau 2011-2012 le plus téléchargé.

Les téléchargements des versions anglaises des guides SMC 1 et 6 valident la stratégie de traduction en anglais des références issus de l'expérimentation. SMC 6 est d'ailleurs (et ceci depuis peu de temps) plus souvent téléchargé en anglais qu'en français, montrant que le rapprochement avec le milieu anglophone passe aussi par l'utilisation du centre de ressource par les acteurs anglophones.

Les statistiques montrent également que la durée de vie des documents dans la base pS-Eau peut-être longue. Ainsi le *best-seller* "Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain" publié par le pS-Eau en 2004 fait toujours partie des 5 documents les plus téléchargés dans l'ensemble de la base. La base de données augmente la rentabilité de l'investissement dans des publications de qualité.

Ces constats valident la stratégie de publication du pS-Eau 2011-2012 et devrait l'encourager à la poursuivre en 2013-2015. D'autant plus que ces résultats appréciables sont obtenus sans que le pS-Eau ne mette en avant ses documents sur son site, ce que nous lui recommandons de faire dans le futur.

Le tableau ci-après montre les téléchargements des principaux documents publiés par le pS-Eau en 2011-2012. Les nombres de téléchargements doivent pris avec précaution et doivent plutôt être utilisés pour analyser l'intérêt plus ou moins marqué pour certains types de documents ¹³. L'hypothèse énoncée dans la note de bas de page n°8 devrait être vérifiée (par test). Il nous paraît important de clarifier ce point pour que le pS-Eau puisse avoir l'heure juste concernant son importance comme diffuseur.

¹³ Dans *Webtrends*, on trouve une étonnante différence entre le nombre de téléchargements d'un fichier et le nombre de sessions ouvertes. Pour les fichiers peu téléchargés la différence reste minime mais elle explose pour les premiers de la liste, le premier étant par exemple téléchargé 320 477 fois lors de 16 076 sessions, soit une moyenne proche de 20 téléchargements réussis par session.

La documentation de *Webtrends* indique bien qu'il s'agit ici uniquement de téléchargements réussis et les sessions sont bien des périodes regroupant les différentes activités d'un visiteur, fermées par la fermeture du navigateur, le départ vers un autre site ou une période d'inactivité de 30 minutes.

Une explication plausible, rencontrée dans une conversation sur un autre site présentant exactement les mêmes symptômes est celle-ci : le *plugin Acrobat Reader* qui ouvre le fichier PDF depuis le navigateur peut avoir besoin de plusieurs requêtes pour télécharger l'entièreté du document. Malheureusement, *Webtrends* semble considérer chacune de ces requêtes incomplètes comme un téléchargement réussi, créant cette forte distorsion.

Bref, plus le fichier est gros, plus il a de chances d'être lu en morceaux et donc d'être comptabilisé plusieurs fois en téléchargement. Si on rapporte le nombre de téléchargements moyen par session à la taille du fichier, on obtient un début de corrélation.

Tableau 18: téléchargements des documents produits par le pS-Eau en 2011-2012

Titre	Année de publication	Téléchargements 2012
Mise en place de services techniques municipaux d'EPA; retour d'expériences au Burkina Faso (avec GIZ et)	2011	13,203 (#31)
Gouvernance locale des projets d'eau et d'assainissement; Fiches techniques à l'attention des élus locaux (AIMF avec appui pS-Eau)	2012	7,453 (#55)
Guides SMC 1 (VF)	2011	5,197 (#71)
Lettre du pS-Eau 68 Décembre 2011	2011	5,051 (#73)
Guides SMC 6 (EV)	2011	4,297 (#86)
Retour d'expériences sur les modes de gestion de services d'eau potable à Madagascar (avec CITE et GRET)	2011	3,821 (#96)
Accès à l'eau potable dans les pays en développement : 18 questions pour des services durables	2012	2,969 (#123)
Newsletter FME 2	2012	2,941 (#125)
Newsletter FME 4	2012	2,938 (#126)
Retour d'expérience sur l'assainissement liquide à Madagascar (avec CITE et GRET)	2011	2,922 (#128)
Guides SMC 6 (VF)	2011	2,804 (#131)
Solidarité internationale; Des élus et des citoyens européens agissent l'assainissement	2012	2,734 (#135)
Concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets eau et assainissement (avec F3E)	2011	2,174 (#174)
Plaquette Loi Oudin (réédition 2011)	2011	2143 (#176)
Guides SMC 1 (EV)	2011	1,810 (#201)
Bilan et caractérisation de la CD dans le secteur EPA (2010)	2011	1,730 (#211)
Suivi évaluation et coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement : Enjeux et pratiques ? (Actes)	2011	1,723 (#213)
Plaquette FME: Tout savoir sur le 6ème Forum Mondial de l'Eau A destination des acteurs non gouvernementaux français	2012	1,542 (#232)
Autre docs pS-Eau très téléchargés en 2012		
Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain	2004	145,459 (#5)
SMC #4	2010	17,052 (#23)
SMC #5	2010	7,032 (#58)
La CD au Burkina Faso; des partenariats renforcés pour l'EPA	2010	6,126 (#66)
Guide de la coopération décentralisée pour l'EPA. 3eme Edition	2009	4,036 (#92)
SMC #2	2010	3,066 (#118)

(source: web-trends)

En ce qui concerne les impressions papier, selon les documents, elles vont de quelques centaines (par exemple; rapport d'activité 2011 imprimés à 300 exemplaires) à quelques milliers (par exemple, 3000 pour les guides SMC 1, 4, 5 et 6). La plaquette 1% solidaire pour l'eau a été imprimée à 8000 exemplaires. Les impressions en anglais concernent 8 documents. Les quantités sont moins importantes que pour les documents en français (un indicateur qu'il faudra surveiller dans les années à venir). Les quantités documents par documents sont indiquées en annexe).

Qualité et cohérence des actions

Dans le cadre de cette évaluation, nous nous limitons essentiellement à des déclarations d'acteurs pour apprécier le rôle du pS-Eau en matière de qualité et de cohérence. Nous n'avons pas, par exemple, essayé de retracer l'impact du pS-Eau sur un échantillon de documents de projets, et, encore moins, sur le terrain.

Le constat principal de l'enquête et des entretiens est que des pourcentages importants de répondants considèrent que le pS-Eau joue un rôle important dans le domaine de la qualité et de la cohérence des actions EPA. Plus particulièrement, l'enquête suggère un impact plus grand du pS-Eau dans le domaine de la cohérence que dans le domaine de la qualité intrinsèque des actions. Cependant, c'est dans ce domaine de la cohérence que, globalement, l'amélioration est la moins marquée.

Ces résultats confirment l'importance des rôles de plaque-tournante et de mise en relation du pS-Eau.

Répondants Nord	L'intérêt de votre structure pour le secteur Eau et assainissement dans les PED est-il en augmentation:	Votre connaissance des acteurs et des actions de la coopération dans le secteur Eau et Assainissement est-elle en augmentation	La qualité des interventions dans le secteur Eau et Assainissement s'améliore-t-elle?	La cohérence de l'ensemble des actions réalisées dans le secteur Eau et assainissement s'améliore-t-elle ?
Oui	72%	79%	59%	45%
Rôle du pS-Eau : essentiel	17%	37%	33%	43%
Rôle du pS-Eau : même niveau que les autres acteurs	48%	46%	53%	46%

Les répondants Sud de l'enquête constatent également des améliorations, surtout dans le domaine de la qualité.

Répondants Sud	Considérez vous que vous êtes de mieux en mieux informé sur les actions et les acteurs impliqués dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ?	Dans votre pays, la qualité des interventions dans le secteur Eau et assainissement est-elle en amélioration ?	Dans votre pays, la cohérence des interventions dans le secteur Eau et assainissement est-elle en amélioration ?
Oui	75%	94%	69%

Qualité

Dans notre analyse, qualité des interventions renvoie aux critères suivants:

- propriété des ouvrages en fin de projets pensée dès le début;
- prise en compte (implication) des autorités du pays;
- gestion durable pensée dès le début;
- échelle des projets en augmentation: des micro-projets en zone rurale aux projets d'adduction d'eau dans les petits centres;
- eau potable et assainissement (avant eau potable seulement).

Pour un de nos répondants, on constate effectivement une amélioration de la qualité des propositions mais cela ne signifie pas que les propositions sont de grande qualité ("on part de loin"). Tandis que pour un autre "on entend de moins en moins d'aberrations dans les réunions".

Plusieurs répondants nous ont décrit les processus ayant conduit à l'amélioration de la qualité. Ainsi pour un partenaire du pS-Eau à Madagascar: "le partenariat a permis la participation du maire aux réunions du Ran'Eau; le pS-Eau a appuyé la préparation du projet; la base documentaire pS-Eau nous a permis de trouver de la documentation utile; la mairie est passée de l'idée d'un

comité de gestion de l'eau à une gestion déléguée privée choisie par appel d'offre". Cet exemple montre comment différentes facettes du pS-Eau se sont jointes pour engendrer un résultat qualité.

Le rôle d'appui à l'instruction que joue parfois le pS-Eau lui permet de démultiplier son impact sur la qualité. Ainsi dans le cadre de la convention avec le Grand Lyon, le pS-Eau a donné son opinion sur plus de 50 projets proposés au fonds Eau. La DAECT du MAE demande aussi au pS-Eau de regarder les projets EPA qu'ils reçoivent dans le cadre des AO triennaux et annuels (dans lesquels EPA est une thématique forte).

Pour un des employés du pS-Eau, **les cahiers des charges des AdE ont fait progresser la Coop Dec.** Il y a eu plus d'exigences qu'avec le MAE. Un des conséquences positives, selon ce même répondant, a été l'amélioration des relations entre CoopDec et professionnels de l'eau qui ont évoluées vers une volonté d'amélioration.

Interrogés dans le cadre de l'enquête sur les raisons d'amélioration de la qualité des actions, les répondants Sud :

- insistent d'abord sur le cadre national et son respect;
- puis sur le rapprochement et les échanges entre les acteurs;
- ne font pas références aux questions techniques;
- ont fait quelques références directe au travail du pS-Eau ce qui est un point fort vu que la question était ouverte, par exemple: "une plus grande professionnalisation des acteurs locaux, à laquelle le pS-Eau n'est pas étranger"; "Une qualité de mise en relation des acteurs Nord/Sud que le pS-Eau contribue à assurer."

Cohérence

L'impact cohérence du pS-Eau provient à la fois du travail fait dans les pays prioritaires pour que les intervenants prennent en compte le cadre national et les autres acteurs et provient également du travail fait en France pour organiser les échanges entre acteurs d'une même région.

Pour les répondants Nord et Sud, les progrès globaux dans le domaine de la cohérence sont moins marqués que dans celui de la qualité.

Pour ceux qui pensent qu'il y a progrès, ils sont dus (répondants Sud; enquête et interviews):

- à une meilleure coordination entre les acteurs à travers différents mécanismes (cadre législatif; espaces d'échanges; approche territoriale). Exemple: l'amélioration de la cohérence est due à la "forte implication de tous les acteurs dans le processus de planification nationale";
- le pS-Eau est mentionné, par exemple: "Une meilleure connaissance de la réglementation nationale relative au secteur Eau-Assainissement. Un souci affiché d'une meilleure interaction entre les acteurs impliqués. Le rôle du pS-Eau dans ces deux domaines a été significatif depuis les années 90";
- aux principes de l'efficacité de l'aide (notamment appropriation et alignement). Considérés comme ayant un impact fort sur la cohérence des interventions. De nombreux exemples nous ont été fournis, allant du rôle dans la concertation du cadre partenarial des bailleurs de fonds au Burkina, aux effets sur le rapprochement des ONG poussées à présenter des propositions conjointes.

Au niveau des acteurs français, le travail d'animation et d'organisation des échanges débouchent sur des rapprochements d'acteurs susceptibles de produire des gains de cohérence. La ville de Laval participe ainsi, en partie grâce au pS-Eau et à CUF à un macro-jumelage (France-Burkina) impliquant 6 municipalités françaises et 9 municipalités burkinabé. Ce macro-jumelage a progressivement été resserré sur l'EPA. La ville de Laval a mobilisé le 1% Oudin-Santini (influence pS-Eau). Ce macro-jumelage valorise d'autres produits du pS-Eau comme les guides SMC qui ont été distribués aux partenaires burkinabé.

L'harmonisation des bases de données est également un facteur de cohérence. Dans ce domaine nous notons l'existence de liens entre l'atlas actions du pS-Eau et les bases ACODIA (MEDDE) et l'Atlas de la coopération décentralisée du MAE. Le Ministère des Ressources en Eau du Burkina a exprimé son intérêt pour utiliser la base pS-Eau dans le cadre de la cartographie des interventions qu'il veut développer.

Pôle d'expertise française dans le domaine de l'EPA

En lien avec les questions de qualité et de cohérence, nous nous sommes demandés si le travail du pS-Eau avait contribué à faire émerger un pôle de compétences dans le domaine de la coopération CDNG en EPA?

Selon nos répondants, il y a un pôle d'expertise français dans le domaine de l'EPA. Ce pôle comprend à la fois des acteurs privés, des ONG (comme Eau Vive), des collectivités territoriales, des réseaux comme le pS-Eau, des acteurs publics. C'est donc un pôle multi-acteurs dont l'expertise couvre des champs divers.

La loi Oudin a multiplié par 2 (de 40 à 80) le nombre de coopérations décentralisées impliquées en EPA. Dans bien des cas, le 1% a également permis à des coopérations décentralisées existantes de s'engager plus fortement dans le secteur EPA. Grâce à la loi Oudin (et à l'accompagnement que le pS-Eau a mis en place depuis 2005), la coopération décentralisée, spécificité française, a investi de manière plus importante dans le secteur EPA.

Le travail de publication du pS-Eau depuis de nombreuses années a contribué à mettre en avant les acteurs francophones et leurs expériences.

Cependant, pour plusieurs répondants, ce pôle d'expertise n'est pas reconnu comme il le devrait et ceci principalement en raison d'un marketing déficient. Pour plusieurs répondants, l'expertise francophone est au moins aussi riche que l'anglophone mais n'arrive pas à trouver sa place. On retrouve aussi un constat fait dans d'autres domaines¹⁴ sans pour autant identifier de solutions évidentes.

Ce constat, et celui que d'autres réseaux européens proches du pS-Eau se positionnent plus facilement comme promoteurs de l'expertise de leurs bureaux d'études ou entreprises locales, amène certains répondants à questionner le bien-fondé du positionnement du pS-Eau sur ce point.

Engagement solidaire

Le pS-Eau souhaite que ses activités (notamment celles de valorisation et de développement de la CDNG) se traduisent par un engagement solidaire en croissance et durable dans le domaine de l'EPA. Les indicateurs disponibles à ce niveau sont principalement disponibles dans les bilans de la coopération décentralisée que le pS-Eau publie annuellement. Ces bilans démontrent à la fois l'implication d'un nombre plus grand d'acteurs et une augmentation des financements, des tendances qui se sont maintenues en 2011-2012.

En ce qui concerne la coopération non-gouvernementale, la Coalition Eau finalise actuellement un bilan qui devrait permettre de mieux connaître l'évolution pour ce secteur.

Par son travail d'accompagnement de la loi Oudin, le pS-Eau a joué un rôle important, et certains acteurs reconnaissent que "c'est pS-Eau qui [les] a convaincu d'aller vers le 1% Oudin Santini".

5. Fonctionnement du pS-Eau

Dans cette section, nous répondons aux questions d'évaluation qui portaient sur la performance de la structure pS-Eau et de son dispositif opérationnel. Les aspects du fonctionnement du pS-Eau qui nous semblent importants pour compléter le bilan 2011-2012 sont: le positionnement du pS-Eau, la participation, l'organisation et le financement. Nous abordons ces points successivement dans les sections ci-dessous.

Positionnement

Dans ce document, la notion de positionnement renvoie aux rôles joués par le pS-Eau et aux conditions dans lesquels ces rôles sont joués. A ce titre, **un aspect important du**

¹⁴ Par exemple, les efforts français pour mettre en avant les expériences francophones dans le cadre du processus de dialogue structuré (Renforcement de la Société Civile; processus multi-acteurs) de l'Union Européenne ont été peu fructueux, de l'avis même des porteurs de ces efforts

positionnement du pS-Eau est la fourniture de services fournis gratuitement au nom de l'intérêt général.

Le pS-Eau, de part ses activités, touche à de nombreux rôles qui se rattachent à trois grands secteurs: centre de ressources; accueil et accompagnement des acteurs; communication, représentation et plaidoyer. Le tableau ci-après détaille ces rôles et indique le niveau d'attente que les répondants de l'enquête ont exprimé par rapport à ces différents rôles.

Tableau 19: Rôles joués par le pS-Eau

		Niveau d'attente (4= très élevé; 3= élevé)
Centre de ressources	Connaissance et compréhension des enjeux du secteur Eau et assainissement	3.25
	Mise à disposition d'informations sur le secteur Eau et assainissement; Gestion des bases de données dans le domaine de l'eau et assainissement (acteurs; actions; cadre légal; financements; expertise Sud; etc.)	3.52
	Production de documents de références et d'outils	3.44
Accueil et accompagnement des acteurs	Appui-conseil à la conception de projets	2.94
	Organisation des échanges d'expériences et capitalisation des pratiques	3.35
	Appui à la mobilisation de partenaires techniques et financiers	3.05
	Animation d'espaces de dialogue et de concertation	3.26
	Mobilisation des acteurs du secteur Eau et assainissement pour des actions de solidarité	2.94
Communication, représentation et plaidoyer	Valorisation et développement de la coopération décentralisée et non gouvernementale	3.17
	Représentation des acteurs impliqués en solidarité internationale dans le secteur Eau et assainissement	3.03
	Promotion de l'expertise des acteurs du secteur Eau et assainissement	2.89
	Plaidoyer (rôle "politique" du pS-Eau)	2.91

Attentes des membres

Vu la variété et la diversité des rôles joués par le pS-Eau, il est inévitable que les membres aient des attentes différentes. C'est ce que nous avons constaté dans le cadre de l'enquête et des entretiens. Nous avons également constaté (ce point était déjà soulevé lors de l'évaluation précédente) que de nombreux répondants ne maîtrisent pas l'ensemble de l'offre de services du pS-Eau.

Centre de ressources. **L'enquête montre que le rôle de centre de ressources est prépondérant** (l'enquête montre à la fois que la stratégie est claire, les attentes fortes et la satisfaction élevée). Les citations suivantes renforcent l'impression que cette fonction constitue le cœur du pS-Eau: "la R&D c'est ce qui nous attire au pS-Eau"; "la R&D, c'est sur ça qu'ils doivent travailler, le reste on peut s'en passer"; "la valeur ajoutée du pS-Eau c'est de produire des éléments intéressants pour tous; je ne pense pas que l'AC soit leur priorité"; "initialement, ce qui nous intéressait c'était l'appui aux petits porteurs de projets, maintenant c'est plutôt la R&D".

Appui conseil et animation. Les entretiens et l'enquête montrent que les attentes sont plus fortes pour les fonctions d'animation des échanges (échanges de pratiques; capitalisation; concertation) que pour les fonctions d'appui à la préparation des projets (conception; mobilisation de partenaires), particulièrement chez les répondants Nord qui sont pourtant les premiers bénéficiaires de ces services. Par contre les collectivités territoriales qui ont répondu à l'enquête placent au même niveau appui-conseil et centre de ressources (c'est le seul groupe à le faire).

Ces constats font ressortir l'importance du pS-Eau comme "animateur" et "plaque tournante". Comme l'AFD dans l'introduction de "Réalisation et gestion des forages équipés d'une

pompe à motricité humaine en Afrique subsaharienne", de nombreux partenaires apprécient le pS-Eau pour "sa mission d'animation des échanges et de capitalisation des bonnes pratiques."

Communication-Représentation-plaidoyer. Dans ce secteur, les attentes vis à vis du pS-Eau sont moins élevées. **Le pS-Eau est plus attendu comme animateur que comme représentant. Les attentes sont faibles concernant le rôle de promotion de l'expertise des membres.** Mais les entretiens qualitatifs nous ont montré qu'une minorité est cependant d'avis que le pS-Eau devrait "être moins timide dans son appui à l'expertise française, à l'image de ce que font les réseaux dans d'autres pays".

Les attentes sont également faibles en ce qui concerne le plaidoyer. Les actions de plaidoyer du pS-Eau portent sur l'engagement solidaire et visent les élus, les acteurs susceptibles de mobiliser le 1% et les acteurs de coopération. Le pS-Eau ne cherche pas à toucher le grand public, contrairement à ACF ou Plan par exemple. Le pS-Eau n'est que rarement producteur de support EAD mais consacre une de ses bases de données à l'EAD (Pedag'Eau avec l'appui de l'ARENE).

En accord avec sa mission d'intérêt général, les objectifs "plaidoyer" du pS-Eau portent sur la mise en place d'un cadre politique favorable au renforcement de la coopération EPA. Le pS-Eau est fortement associé à la promotion du 1% loi Oudin en France et joue un rôle d'éclaireur en ce qui concerne la promotion du 1% en Europe. Du fait de son identité fortement francophone (voire française) ce rôle d'éclaireur ne s'est pas matérialisé sous forme d'un leadership pour conduire l'action des acteurs européens. Le leadership a été volontairement transmis à Solidarité Eau Europe en 2012 (en espérant une meilleure acceptation en Europe de part l'identité européenne affichée de cette structure).

Un nouveau sujet de plaidoyer, le débat sur les OMD post 2015, dans lequel l'implication du pS-Eau est recherchée, monte en puissance.

Les membres ne s'attendent pas à ce que le pS-Eau "parle au nom de" mais à ce qu'il "organise pour" (rôle joué à Marseille par exemple, ou dans le cadre de groupes de travail ou de commissions). Sous cet angle, le pS-Eau est rarement vu comme un acteur politique.

Au Sud, le pS-Eau travaille plus sur la prise en compte du cadre national que sur sa modification. Il ne cherche pas systématiquement à insuffler une dynamique de concertation portant sur le contenu des politiques ou à impliquer ses partenaires dans des actions de type plaidoyer.

L'approche du pS-Eau diffère de celle des acteurs anglo-saxons (exemple de campagne: End Water Poverty dont pS-Eau est membre; Fresh Water Action Network; pas de membre en France) et de celle de certains acteurs français (par exemple ceux impliqués dans les PCPA), qui considèrent que l'action de terrain doit être complétée par une action d'influence sur les politiques. On notera que le Ran'Eau, par l'échange qu'il permet entre acteurs publics et privés, constitue un exemple d'espace de concertation portant sur le contenu des politiques dans le secteur EPA.

Enfin, les entretiens dans les pays prioritaires nous ont permis de constater que, d'une manière générale, les capacités de plaidoyer dans le secteur EPA étaient moins développées que dans d'autres secteurs (notamment celui de la santé) où les investissements à travers le fonds mondial ont débouché sur une structuration et une implication politique plus forte des acteurs de la société civile, souvent avec l'appui de grosses ONG anglo-saxonnes.

Ces deux derniers paragraphes nous incitent à penser **qu'il faut s'attendre à des demandes des acteurs Sud (ONG surtout) pour un renforcement de leurs capacités en vue de participer à la définition des politiques de l'eau dans leurs pays** (renégociation des plans nationaux, par exemple). Des expériences de type Ran'Eau vont se multiplier.

Un positionnement de secrétariat exécutif

Plusieurs répondants souhaitent que le pS-Eau se comporte comme un "secrétariat exécutif", au sens de facilitateur de l'action mais ne s'impliquant pas lui-même dans l'action (dans d'autres réseaux, cette vision est exprimée par l'existence d'un principe de subsidiarité). Dans l'esprit de ces individus, ce positionnement fait disparaître les risques de concurrence entre le pS-Eau et ses membres. Selon les répondants, le risque de concurrence existe au niveau de la R&D, au niveau de l'animation de certaines catégories d'acteurs et au niveau du plaidoyer-représentation. Bref, **dans les trois grands secteurs d'intervention du pS-Eau, il y a des forces plus ou moins affirmées qui voudraient contraindre l'action du pS-Eau.**

Cette question ne se pose par contre pas concernant la fonction d'opérateur de projet que le pS-Eau ne considère pas par principe (pour préserver son positionnement de lieu neutre de

concertation), contrairement à certains réseaux qui reconnaissent, souvent, que c'est une condition de leur survie financière.

Le partenariat comme mode de vie

Le pS-Eau agit rarement à la place des membres, par contre il agit fréquemment avec eux. **Les multiples rôles joués par le pS-Eau donnent lieu à une large variété de formules partenariales dans différents domaines:**

- R&D : exemples SMC (partenariat PDM pour l'expérimentation, Facilité Eau-UE pour le financement; mini-égout (financement SIAAP et ARENE)
- Formation : exemple module UrbeauSep avec EIVP
- Événements internationaux: FME Marseille
- Rencontres: rencontre Burkina à Paris organisé avec CUF
- Publications: publications Ran'Eau Madagascar avec CITE et GRET
- Gestion des base de données : ARENE (Pedag'Eau)
- Partage des bases de données: CUF; MAE
- Appui-conseil et concertation: cas de Madagascar avec le partenariat CITE/Ran'Eau/pS-Eau
- Plaidoyer: membre du conseil d'administration de SEE pour la promotion du 1% en Europe

Les informations recueillies montrent que le pS-Eau est connecté d'une façon ou d'une autre à la grande majorité des acteurs qui comptent dans son secteur d'intervention. Le mapping exhaustif des relations partenariales du pS-Eau est complexe. La complexité est accentuée du fait que les 3 pôles du pS-Eau établissent des relations partenariales avec des acteurs différents (les acteurs qui comptent dans le domaine de la R&D, ne sont pas les mêmes que ceux qui comptent dans le domaine du plaidoyer; la R&D ouvre sur des acteurs globaux alors que l'appui-conseil ouvre sur les acteurs de la coopération décentralisée française; etc.)

Identité francophone et rapprochement du milieu anglophone

L'identité francophone du pS-Eau est un des éléments de la valeur ajoutée selon plusieurs répondants. "La Force du pS-Eau c'est son côté opérationnel et son côté francophone". Les acteurs se retrouvent sur cette identité et tiennent à la défendre ce qui se traduit par exemple par des doutes sur la pertinence d'une stratégie de rapprochement avec le milieu anglophone.

Cependant, plusieurs répondants insistent sur la prise en compte de ce qui se fait dans les autres influences linguistiques (lusophone, hispanique, anglaise) tant au niveau des projets qu'au niveau de la biblio. L'ouverture est perçue comme nécessaire pour analyser et comprendre ce qui marche dans les autres aires linguistiques et voir si c'est reproductible.

En ce qui concerne le rapprochement avec le milieu anglophone, un acteur anglophone pense que "la meilleure carte à jouer n'est pas celle des publications mais plus celle d'une participation visible aux événements internationaux". Cette position s'aligne avec le choix stratégique fait par le pS-Eau d'une plus forte présence dans les événements internationaux en 2011-2012.

Évolution du positionnement

Le pS-Eau a réussi son passage au statut associatif. Il a su se positionner lorsque la loi Oudin est devenu réalité et a pu "surmonter une phase de croissance rapide, avec une modification de son mode d'organisation". Il est aujourd'hui bien positionné et offre une gamme d'activités appréciées.

Cependant, pour plusieurs personnes ressources, le pS-Eau doit questionner son positionnement actuel. Trois catégories d'interrogations nous paraissent particulièrement pertinentes:

- celles portant sur l'étendue de la gamme des activités du pS-Eau. Le questionnement est exprimé de cette façon par un de nos répondants: "le pS-Eau a un problème de fond concernant son positionnement: il essaye de couvrir un champ trop large (notamment en s'écartant du domaine technique pour aller vers les jeux d'acteurs ou l'animation de catégories d'acteurs comme la coop dec), dans le cadre de relations pas toujours adéquates (services gratuits jusqu'à quand?)";
- celles portant sur l'après Oudin. Le pS-Eau a vécu une phase durant laquelle il a tiré sa légitimité de la vulgarisation de la loi Oudin. Pour plusieurs de nos répondants, cette phase est proche de sa fin et "le pS-Eau doit trouver un deuxième souffle";
- celles portant sur la gratuité des services du pS-Eau, exprimé par exemple ainsi par un de nos répondants: "il faut commencer à explorer d'autres formes de financement. Trop de services gratuits, est-ce qu'on peut se développer seulement là-dessus".

La gamme d'activités du pS-Eau. C'est à la fois un risque et une opportunité pour le pS-Eau.

Risque parce qu'il est difficile d'être performant dans tous les domaines, risque parce que le choix d'abandonner tel ou tel type d'activité peut découler de circonstances plutôt que d'une analyse stratégique, risque enfin parce que le membership du réseau peut ne pas être uni autour de points d'intérêt communs (R&D vs plaidoyer par exemple), risque aussi que le pS-Eau ne puisse affirmer une identité suffisamment lisible, contraignant ainsi l'organisation à constamment justifier le bien-fondé de ses actions.

Opportunité parce que cela permet au pS-Eau d'offrir des combinaisons de services en faisant essentiellement appel à ses ressources internes. Il y a ici une possibilité de valorisation des services les uns par les autres, ainsi qu'une possibilité d'économie d'échelle. Comme le montre les conventions signées, le pS-Eau peut offrir à la fois de l'appui conseil, des capacités de communication et représentation (dans le cadre d'événements) et une capacité de recherche développement.

Accessoirement, nous notons que la tendance actuelle n'est pas au resserrement. La période 2011-2012 montre que 3 activités prennent de l'importance: appui à l'instruction des dossiers; capitalisation (sous-traitance); formation. En ce qui concerne la formation le pS-Eau répond à la demande à la fois d'acteurs Sud et Nord.

L'après Oudin. Les opinions sont partagées sur ce point mais il nous a semblé que les arguments les plus convaincants pointaient plutôt vers une phase de transition avec un volume d'accompagnement encore conséquent pendant quelques années:

- Toutes les AdE ont comme objectif d'arriver au 1% d'ici la fin de leur nouveau programme de 6 ans (2013 – 2019). Mais i) la mobilisation ne représente pas encore 1% chez toutes et ii) difficultés à avoir des projets pour le montant des sommes mobilisables.
- Le potentiel de mobilisation en ce qui concerne les collectivités territoriales est loin d'être atteint (12 millions sur 46 mobilisables). Les besoins d'encadrement pour les petites collectivités (moins de 10000 habitants) vont être importants dans les années à venir.
- Il reste encore de nombreux acteurs à mobiliser pour qu'ils mettent en place ou accompagnent la mise en place du 1% (conseil généraux; conseils régionaux ; communes ; syndicats; intercommunalités).

Gratuité des services. Revenir sur ce point constituerait une remise en cause fondamentale du positionnement du pS-Eau. Selon nous cette remise en cause ne serait possible que si le pS-Eau n'obtenait plus de financement de type "intérêt général", ce qui provoquerait des remises en cause probablement plus larges que la seule gratuité ou non des services.

Participation

Membership

L'analyse permet de reconnaître 4 catégories de "membres" du pS-Eau:

- Les membres adhérents: ils payent une cotisation qui leur donne accès à la gouvernance du pS-Eau (à travers l'assemblée générale). Les deux contingents les plus importants sont les collectivités territoriales et les associations, qui représentent respectivement 26 et 44% des membres adhérents. Le groupe des membres adhérents est en croissance (il comportait 66 organisations et 40 individus¹⁵ fin 2011).
- Les membres participants. Au nombre de 300 environ. Ils participent aux mêmes activités que les membres adhérents (appui-conseil; échanges; événements; utilisation des ressources; R&D).
- Les membres inscrits dans la base de données, soit 30000 contacts environ. Ils sont surtout utilisateurs des bases de données gérées par le pS-Eau et reçoivent des informations ciblées du pS-Eau, essentiellement par mailing et courrier.
- Les membres "anonymes": les visiteurs du site internet (environ 150 000 visites par année), qui sont également utilisateurs des informations et bases de données disponibles sur le site.

Le pS-Eau est un réseau multi-acteurs. Les membres se répartissent dans les catégories suivantes:

- ONG: 33%
- Collectivités locales, syndicats et agences de l'eau: 25%

¹⁵ Dont certains basés au Sud

- Professionnels de l'eau: 11%
- Administrations et organismes publics: 11%
- Universités, écoles, centre de recherche: 7%
- Associations de migrants: 6%
- Organisations internationales: 4%
- Partenaires financiers: 2%
- Fondations: 1%

(Source: rapport d'activité 2011)

Dans le rapport d'activité 2011, les deux premières catégories (membres adhérents et membres participants) sont regroupées et contiennent "les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues" (appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc.). Les adhérents et les participants ne diffèrent que par le paiement de la cotisation. Il y a ici une contradiction que le pS-Eau essaie d'ailleurs de surmonter (une des pistes étant d'identifier des avantages spécifiques liés au statut de membre cotisant).

Cette contradiction perdure, car le pS-Eau est positionné dans la prestation de services d'intérêt général au service de l'ensemble des acteurs d'un secteur (plutôt qu'au service d'un groupe d'acteurs). Il est alors cohérent avec sa mission que ses services soient accessibles à tous et donc gratuitement.

La légitimité du pS-Eau provient d'une utilisation large des services et produits qu'il propose plus que de sa base de membres cotisants. Dans ces conditions, la cotisation reste largement volontaire et nous avons pu noter que le pS-Eau n'exerce que peu de pression pour augmenter le groupe des membres cotisants. Certaines collectivités territoriales partenaires du pS-Eau ne savent pas qu'on peut être membre adhérent du pS-Eau ou croient que la cotisation à CUF par exemple donne accès aux services du pS-Eau. Cette situation suggère que le pS-Eau pourrait avoir plus de membres cotisants, notamment parmi les acteurs de la coop dec. qui ne sont pas démarchés pour le moment.

Les membres cotisants auxquels nous avons parlé ne sont pas irrités par cette situation et acceptent la priorité qui est donnée à l'accessibilité pour tous. Il n'y a donc selon nous pas d'urgence à ce niveau, bien qu'il paraisse bénéfique que le pS-Eau arrive à fusionner harmonieusement les deux catégories de membres cotisants et membres participants.

Plus préoccupant selon nous est le constat que le sentiment d'appartenance au réseau soit assez faible. Ceci est démontré dans l'enquête par le niveau d'importance et de bénéfices que les répondants accordent à leur participation au pS-Eau, ou lors des interviews par le fait que les membres du réseau mettent rarement en avant leur participation au pS-Eau, "le membership n'est pas assez important pour figurer sur la carte de visite", ou encore par le constat que les membres adhérents sont pour la plupart peu concernés par la gouvernance du réseau. **Dans un tel contexte, le risque est que le réseau n'ait pas assez de promoteurs et défenseurs parmi ses membres, une cause de fragilité des réseaux.**

Des formes de participation variées

Les multiples rôles du pS-Eau ouvrent la porte à des formes de participation variées. L'enquête nous a permis de constater que, parmi l'échantillon des répondants (appartenant essentiellement aux catégories des membres adhérents et participants), ceux-ci participent à en moyenne 3,3 activités différentes (2.5 si l'on ne considère pas l'utilisation des bases de données). Le tableau ci-dessous indique, pour l'échantillon des répondants, les taux de participation aux différentes activités du pS-Eau.

Tableau 20: participation aux activités du pS-Eau

Q6. Participation aux activités du pS-Eau	TOTAL
ENSEMBLE	102
Utilisation des bases de données et des ressources documentaires et pédagogiques	69%
Participation à des événements	58%
Participation à des groupes de travail	48%
Participation à l'écriture de documents de capitalisation ou de valorisation du pS-Eau	42%
Bénéficiaire d'appui conseil	36%
Implication dans des activités de formation ou d'appui conseil organisées par le pS-Eau ou organisées conjointement par le pS-Eau et votre structure	29%
Membre du comité scientifique du pS-Eau	13%
Membre du CA du pS-Eau	13%
Participation aux activités de plaidoyer	11%

Il est très vraisemblable que l'échantillon des répondants participe plus largement aux activités du pS-Eau que l'échantillon total. Les employés du pS-Eau nous ont fait part d'inquiétude concernant la participation des membres. Pour un employé, le pS-Eau s'appuie sur "un noyau dur peut-être un peu trop restreint", tandis que pour un autre "la contribution des membres à l'activité du pS-Eau reste faible; ceux-ci voient souvent le pS-Eau uniquement comme un service dont ils peuvent profiter". Pour un autre encore, la contrainte majeure à une augmentation de la participation est la disponibilité de ressources humaines: "Le pS-Eau gagnerait à démultiplier des relais (personnes ressources, « ambassadeurs ») mais cette stratégie butte souvent sur l'aspect bénévole de cette implication (manque de disponibilité, de savoir-faire, de mobilisation des membres). Il faut nécessairement un référent (salarié ?) pour coordonner l'activité des membres bénévoles".

Les membres eux mêmes ne sont pas très satisfaits par la vie collective du réseau. L'enquête montre que la satisfaction est basse concernant "Les échanges et l'apprentissage entre les membres" et "La participation des différentes catégories de membres aux activités". Il semble donc y avoir un **décalage entre la satisfaction en ce qui concerne le pS-Eau comme animateur/facilitateur en général (plaque tournante) et l'appréciation de l'animation interne du réseau.**

Nous considérons que le pS-Eau doit trouver le moyen d'impliquer plus ses membres. La littérature sur les réseaux démontre amplement que les réseaux sont plus efficaces lorsqu'ils sont forts et denses, pas seulement au niveau de leur membership mais également au niveau des échanges entre les membres¹⁶.

Organisation

Ressources humaines

L'ensemble de l'équipe est reconnue comme "très professionnelle", "flexible" (non dogmatique), "disponible" (présence aux comités de pilotage; visites de terrain).

L'équipe AC (CDNG) a été fortement renforcée au cours des dernières années: cette équipe est passée de 1 temps plein il y a 4 ans à 6 temps pleins fin 2012. Sur ce plan, l'AC est bien la priorité du pS-Eau. Il y a eu une bonne intégration et une bonne gestion de cette augmentation des ressources humaines.

¹⁶ Keck, M. & Sikkink, K. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Cornell University Press

L'équipe R&D est stable durant la période 2011-2012 quantitativement à 3 temps plein plus un(e) stagiaire. Ceci fait du pS-Eau un acteur de petite taille dans le domaine de la R&D. Cependant il y a une démultiplication grâce au recours fréquent aux partenariats.

Le pôle communication et plaidoyer a été créé en 2012 avec des RH propres: 2 temps plein (dont un temps plein sur la gestion du site web). L'objectif était de remédier à certaines faiblesses dans le domaine de la communication et de doter le pS-Eau d'une plus grande force de frappe dans ce domaine. Ce pôle étant opérationnel depuis peu, il est difficile d'en dresser un bilan. Les attentes sont importantes à la fois en interne (amélioration de la communication avec les membres; maintien de la dynamique du centre de ressources; suivi du web), qu'en externe (clarification de l'image du pS-Eau; ligne éditoriale; plaidoyer; etc.)

Les trois pôles du pS-Eau sont fortement liés. Le pS-Eau est une sorte de fusée à étages dans laquelle la combustion à chaque des étages permet aux autres étages d'aller plus loin. Le tableau ci-après indique les principales connections entre les pôles dans le cadre du programme financé par l'AFD.

Tableau 21: collaboration entre les pôles; projet pS-Eau AFD

	Pôles impliqués
<u>Activité 1</u>	
Identification des nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement	R&D; A-C
Amélioration de la compréhension des enjeux du secteur	R&D
<u>Activité 2</u>	
Elaboration d'outils méthodologiques pour la conception et le montage de projets	A-C; R&D
Accueil et accompagnement des acteurs de la CDNG	A-C
Echanges d'expériences et capitalisation des pratiques	A-C- R&D
Animer des espaces de dialogue et de concertation sur des pays d'intervention privilégiés de la CDNG	A-C
<u>Activité 3</u>	
Recensement des acteurs et des actions	C&P; A-C
Mise à disposition d'informations sur le secteur	C&P; R&D
Diffusion des enseignements de la recherche	C&P; R&D
Valorisation et développement de la CDNG	C&P; A-C

Cette connexion entre les pôles n'est pas facile à établir. Des tensions sont possibles notamment entre les priorités du pôle R&D et celles du pôle A-C. Ainsi la stratégie de rapprochement avec les acteurs anglophones pourrait entraîner le pôle R&D vers des sujets qui facilitent ce rapprochement mais ne sont pas prioritaires pour l'appui-conseil. Selon les interviews effectuées, la connexion entre R&D et AC semble s'être améliorée durant la période 2011-2012.

Maximiser les connexions entre les pôles est un challenge que le pS-Eau doit relever car c'est une des sources de sa valeur ajoutée. Nous pensons que le pS-Eau devrait "cartographier" plus précisément les points de rencontre entre pôles, identifier les points faibles et agir dessus.

Prise de décision

Le pS-Eau est une association, et est donc gérée par un conseil d'administration et une assemblée générale souveraine. Dans la pratique, le pS-Eau semble vouloir favoriser une gouvernance légère dans laquelle c'est essentiellement l'équipe qui est décisionnaire, tandis que les organes associatifs sont plutôt des structures de consultation.

Cette stratégie touche également le comité scientifique, organe consultatif du pôle recherche et développement que ses membres "perçoivent essentiellement comme une instance de débats et d'échanges. Son rôle dans l'orientation des activités du pS-Eau sur certains thèmes semble moins évident" (CR du comité scientifique du 27-11-2012).

Nous notons qu'il y a une contradiction potentielle entre ce modèle léger de gouvernance et la volonté d'implication accrue des membres, du fait qu'une des voies majeures de l'implication des membres dans un réseau passe par leur implication dans le domaine de la gouvernance.

Plusieurs répondants ont questionné la participation des acteurs Sud dans la gouvernance du pS-Eau. En effet le pS-Eau n'a pas de membres adhérents basé au Sud et aucun membre ne représente les acteurs Sud au conseil d'administration. Au sein du comité scientifique on note la présence de Anna Britto, de l'université fédérale de Rio.

De notre point de vue, il serait bénéfique pour le pS-Eau d'inclure une présence Sud dans ses instances de gouvernance. S'il s'avère difficile que des acteurs Sud deviennent membres adhérents et postulent ensuite au CA, il doit être possible de créer des positions de membres associés supplémentaires ou, au minimum, de systématiser l'invitation de personnes ressources du Sud lors des AG et CA.

D'une manière générale, nous pensons que le pS-Eau ne doit pas craindre d'alourdir quelque peu son mode de gouvernance, en échange de gains de participation.

Financement

Évolution du financement

En 2011, le pS-Eau avait 4 bailleurs de fonds principaux: AFD 40.9%; MAE 14.5%; AdE 13.7%; MEEDD 12.9% (source RA 2011). En plus de ces 4 bailleurs principaux, le pS-Eau a reçu des financements plus ou moins importants provenant de nombreuses structures privées et publiques, parmi lesquelles la fondation Véolia, l'IRCOD, le SIAAP, le SEDIF, le Grand Lyon, l'ARENE, plusieurs conseils régionaux et généraux et diverses collectivités territoriales. Le budget 2011 était de 1.4 million d'Euros.

A titre de comparaison, le budget 2004 du pS-Eau était de 683 200 Euros dont 10.300 Euros de cotisation, 43.200 de prestations de service et 629.700 de subventions publiques (92%). Parmi les subventions publiques, la contribution du MAE était de 567 400 (dont 150.000 DCT et 417.400 MCNG), les autres subventions provenaient du MEDD (55.000), du MASTS (49.800), du CG Hérault (15.000) et d'une subvention loi Aubry (15.500)(source: *évaluation pS-Eau 2000-2004*)

Cette comparaison rapide illustre deux points importants:

- la réorganisation de l'APD française avec le transfert à l'AFD de financements auparavant gérés par le MAE et notamment, pour ce qui concerne le pS-Eau, par la MCNG. Nous notons d'ailleurs que le passage MAE-AFD s'est effectué en douceur. On ne retrouve pas dans le cadre de l'EPA les tensions MAE-AFD et agence-poste que l'on peut trouver par exemple dans le cadre des questions de gouvernance;
- la diversification des financements du pS-Eau qui a su se positionner auprès des acteurs visés par la loi Oudin.

Le pS-Eau reste cependant insuffisamment financé par le secteur privé et par ses membres. Nous pensons que c'est dans cette direction que la recherche de financements complémentaires doit se développer car la diminution des guichets suite au transfert à l'AFD diminue les possibilités pour le pS-Eau de trouver les financements complémentaires auprès d'acteurs publics français, notamment pour ses actions de recherche-développement.

Certaines fondations financent beaucoup dans le domaine de l'EPA. La fondation Bill and Melinda Gates finance par exemple WSUP, qui dans l'esprit de certains de nos répondants est proche de pS-Eau (plus sur les villes), et l'IRC (subvention de 14 millions USD).

Au niveau français, le pS-Eau pourrait également considérer de postuler à d'autres instruments financiers. Nous pensons notamment au programme concerté pluri-acteurs (PCPA), un instrument de l'AFD destiné à financer des programmes mettant en relation acteurs du Sud et acteurs du Nord dans le cadre d'un dialogue (qui peut être sectoriel) sur les politiques publiques avec les pouvoirs publics de ces pays, ceci dans une perspective plus large d'appui à la gouvernance démocratique. D'ailleurs, la dynamique qui accompagne le Ran'Eau est très proche de celles que l'on observe dans les PCPA.

Le refus du pS-Eau d'être opérateur de projet est cohérent mais c'est probablement une source de fragilité financière. Plusieurs plateformes que nous avons évalué reconnaissent qu'un minimum de financement de type projet est nécessaire à leur équilibre.

Le pS-Eau devrait viser, dans les années à venir, une plus forte juxtaposition de fonds publics et privés dans son financement. Déjà doté d'un membership d'ONG, de collectivités territoriales et d'opérateurs privés, cela lui permettrait de renforcer ses caractéristiques multi-acteurs, un domaine où beaucoup va se jouer dans les années à venir (et où beaucoup de choses restent à préciser).

Conventions de partenariat

En 2011-2012, le pS-Eau a poursuivi activement une stratégie de renforcement (et d'institutionnalisation) de ses relations avec les principaux contributeurs de la coopération décentralisée dans le domaine de l'EPA. Selon notre analyse cette stratégie est globalement un succès.

Le tableau 5 montre que le pS-Eau a établi des relations solides avec les principaux contributeurs de la coopération décentralisée dans le domaine de l'EPA (convention/financement avec 13 sur 25; relations faibles avec seulement 7 sur 25). Certaines de ces conventions portent sur des montants conséquents comme celle signée avec le Grand Lyon (signé le 18 novembre 2010, un an renouvelable deux fois; 50000 Euros par année).

La convention de partenariat avec le Grand Lyon porte sur les points suivants:

- Appui-conseil aux porteurs de projets sollicitant le Fonds Eau
- Appui au suivi-évaluation des projets Fonds Eau
- Accompagnement / sensibilisation des instructeurs du Fonds Eau
- Communication / valorisation des actions du Grand Lyon
- Recherche-action sur les pratiques de solidarité internationale du Grand Lyon et relations avec le monde de la recherche et de l'université

La convention avec l'agence de l'eau Adour Garonne pour 2011 portait elle sur :

- Accompagnement de l'Agence dans la conception et le montage du colloque de Bordeaux : « Eau et solidarité internationale : quels partenariats ? » coorganisé avec la Ville de Bordeaux le 9 décembre 2011 ;
- Promotion du Pacte d'Istanbul et incitation des collectivités et syndicats des eaux et de l'assainissement du bassin Adour-Garonne à y adhérer. Réalisation et diffusion d'une plaquette présentant ce Pacte.
- Mise en lumière et valorisation des projets de solidarité soutenus par des partenaires du bassin et par l'Agence.

Ces deux exemples permettent de comprendre les attentes diversifiées des acteurs qui établissent des conventions avec le pS-Eau. **La force du pS-Eau c'est de pouvoir répondre à l'ensemble de ces attentes, en faisant entrer en jeu les capacités qui existent dans ses différents pôles.** C'est un avantage par rapport à une structure qui serait compétente techniquement mais n'aurait pas de capacités en communication, par exemple.

Géographiquement, le pS-Eau semble rencontrer des difficultés à établir des relations continues avec les acteurs du Centre et du grand Ouest de la France (AE LB; Nantes; Rennes; Angers; CA Poitiers; CR pays de la Loire; CR Centre). Nous n'avons pas obtenu d'explications satisfaisantes sur ce point: il ne semble pas y avoir d'autre acteur occupant le même créneau que le pS-Eau; les acteurs de cette zone géographique que nous avons interviewés ont une image positive du pS-Eau. Peut-être le facteur limitant est-il alors lié aux ressources humaines du pS-Eau qui ne peuvent au niveau actuel encadrer efficacement plus d'acteurs ?

Par ailleurs le pS-Eau semble avoir des difficultés à "accrocher les régions". Effectivement, on note que les CR ne financent le projet pS-Eau/AFD qu'à hauteur de 10000 Euros en année 1 alors que l'objectif était de 80.000.

Tableau 22: relations du pS-Eau avec les principaux contributeurs à la coop dec EPA

	Convention	Financement	Actions ponctuelles	Relations faibles
AE SN	X	X		
AE RMC	X	X		
AE AG	X	X		
SEDIF			X	
SIAAP	X	X		
AE LB				X
AIMF	X	X		
AE RM	X	X		
Grand Lyon	X	X		
Ville de Paris			X	
AE AP	X	X		
CG 94	X	X		
Région IDF	X	X		
Nantes Métropole			X ¹⁷	
RRHA	X	X		
CG 78				X
Région Midi Pyrénées				X
CA Poitiers				X
CG 93	X	x		
CG 91	X	x		
Angers Loire Métropole				X
Rennes Métropole				X
Région pays de la Loire			x	
CA Evry Centre Essonne			x	
Région Centre				X

(Source: pS-Eau, tableau préparé à la demande de l'équipe d'évaluation)

Efficiences du pS-Eau

Cette question est difficile à cause du manque de normes et parce que les activités du pS-Eau sont imbriquées les unes dans les autres. Et parce que les effets et impacts observés ne sont pas liés seulement à ce financement.

Considéré globalement, le budget 2011-2012 pS-Eau-AFD a permis l'obtention des produits principaux suivants:

- la publication d'une cinquantaine de documents;
- plus de 300 prestations d'appui-conseil;
- l'organisation de plus de 30 activités collectives d'échanges (ateliers; visites);
- la participation du pS-Eau à près de 20 événements internationaux, incluant un rôle important dans l'organisation d'un événement, le FME de Marseille;

¹⁷ Selon d'autres informations, le pS-Eau vient de signer une convention avec l'Agglo dans le but d'étudier les projets des communes.

- le développement du réseau Ran'Eau à Madagascar;
- la présence du pS-Eau dans plusieurs instances de réflexion au niveau national et international;
- un centre de ressources de plus en plus complet (4500 nouvelles entrées en 2011-2012 dans les différentes bases de données).

Les produits sont nombreux et variés. La première impression est donc que l'investissement de 2.094.000 Euros a porté fruit. Ceci d'autant plus que l'équipe du pS-Eau reste de taille raisonnable. Nous notons qu'elle était de 11 personnes en 2004 (14 aujourd'hui) alors que le budget était de l'ordre de 700.000 Euros soit la moitié de celui de 2011. Que la croissance des ressources humaines n'ait pas suivie celle du budget est un indicateur de l'efficacité de l'organisation.

Il est difficile de descendre plus dans le détail sans émettre des hypothèses discutables. Cependant:

- le budget des 50 publications 2011-2012 était de 78.000 Euros (hors ressources humaines). Si l'on fait l'hypothèse que 30% du temps de travail pS-Eau a servi à ces publications, soit 440.220), on obtient un coût par publication de l'ordre de 10.000 Euros, donc très raisonnable.
- Si l'on fait l'hypothèse que 20% du temps de travail pS-Eau a servi aux prestations d'appui-conseil, soit 293.400), on obtient un coût par prestation de moins de 1000 Euros.
- Le centre de ressources nécessite environ un temps plein (valeur de 118.800 Euros). Avec l'ajout de plus 4500 nouvelles entrées en 2011-2012 et 150.000 visiteurs annuels, le rapport coût-bénéfice est excellent pour ce service. Du point de vue de l'image et de la visibilité, ce sont plus de 150.000 visiteurs par an qui sont confrontés aux logos du pS-Eau et de l'AFD.

La quantité des produits et les estimations de coût unitaire ci-dessus nous permettent en toute sécurité de prendre la position que le pS-Eau a utilisé le budget 2011-2012 avec efficacité.

6. Conclusion et recommandations

Conclusion

Le pS-Eau est pour beaucoup un acteur unique qui a su trouver sa niche et a su franchir plusieurs tournants depuis sa création (passage au statut associatif, passage d'un focus sur l'eau potable à une prise en compte des questions d'assainissement; mise en place et accompagnement de la loi Oudin). La pertinence de son existence n'est pas questionnée et cette évaluation montre un niveau élevé d'efficacité et d'efficacité. Si l'organisation dans son ensemble est unique, les différents services fournis ne le sont pas nécessairement, ce qui nous amène, en conclusion à en analyser la valeur ajoutée, séparément et dans le cadre de l'offre globale proposée par le pS-Eau.

Les bases de données n'ont pas d'équivalent au niveau francophone et peut-être pas non plus globalement. De nombreuses organisations offrent des publications mais se limitent en général à leurs publications et à un nombre limité d'autres publications. Cependant, la gestion d'un centre de ressources ne confère par elle-même que peu de leadership à l'organisation qui s'en occupe.

L'appui-conseil fourni par le pS-Eau aux acteurs français est bien positionné. Le mélange de conseil technique et d'animation des échanges est spécifique et apprécié. L'appui au montage de propositions ne semble pas occasionner de compétition avec des structures de type bureaux d'études qui proposent un appui plus lourd incluant la rédaction des propositions.

Sur le plan de la R&D, la compétition est plus marquée en France et internationalement. Le pS-Eau a un champ d'intervention bien ciblé (petites villes africaines) et le fait de publier en français avant tout lui ouvre un espace, mais il serait exagéré de penser que la R&D dans le secteur EPA ne peut pas se passer du pS-Eau. Cependant, grâce essentiellement au travail effectué dans le cadre de SMC, le pS-Eau est parvenu en 2011-2012 à maintenir une image d'acteur important de la R&D dans le secteur EPA, notamment en ce qui concerne une fonction d'animation de la R&D impliquant et mobilisant chercheurs et opérateurs pour appréhender les problématiques du secteur sous ses divers angles. Cette fonction, qui apparaît moins directement dans les activités 2011-2012, est une caractéristique du pS-Eau que l'organisation souhaite maintenir.

Le pS-Eau a bien utilisé ses ressources pour accroître sa présence lors d'événements internationaux et occuper des positions stratégiques dans diverses instances. Le pS-Eau a augmenté sa visibilité et celle de ces principaux partenaires.

Dans le domaine du plaidoyer, le pS-Eau a été le leader de la vulgarisation de la loi Oudin en France. Il a joué un rôle majeur dans ce domaine entre 2005 et 2012 tandis que d'autres acteurs se sont impliqués progressivement sur ce sujet. Plus largement, sur le sujet de la solidarité internationale dans le secteur Eau et Assainissement, le pS-Eau ne se détache pas d'autres acteurs notamment au niveau international où les grandes campagnes des dernières années sont plutôt à l'initiative d'acteurs anglo-saxons. Le pS-Eau a joué un rôle de premier plan dans le cadre de l'extension du 1% à l'Europe, ce rôle de tête de file a finalement échoué à SEE.

Le pS-Eau propose une offre de services complexe, en accord avec les nombreux rôles qu'il joue. Une forte valeur ajoutée découle de cette juxtaposition de rôles au sein d'une même structure. Le pS-Eau peut ainsi proposer des offres à ses partenaires qui combinent ses différents rôles et mettent en avant son articulation terrain-réflexion. Le risque pour le pS-Eau est d'hésiter entre plusieurs cœurs de métier, pour finalement n'exercer de leadership dans aucun domaine. A ce risque est associé celui de ne pas avoir une vision claire des rôles qu'il faut défendre face à la compétition éventuelle.

Recommandations

Les TdR de l'évaluation précisait que: *"A la lumière des principales conclusions et des principaux enseignements tirés de l'évaluation, les évaluateurs présenteront des recommandations à caractère général pour l'avenir de la contribution du pS-Eau à la coopération française dans ce domaine. Celles-ci porteront en particulier sur les stratégies, les méthodes de coopération et le partenariat à mettre en œuvre. Elles constitueront en outre des pistes de réflexion que le comité de pilotage veillera à traduire en recommandations opérationnelles susceptibles d'éclairer les décisions et la mise en œuvre des actions de coopération pour le futur"* (TdR de l'évaluation).

C'est dans cette optique que nous avons développé les recommandations ci-dessous. Nous ne reprenons pas ici des recommandations plus opérationnelles faites dans le texte.

Concernant la stratégie générale du pS-Eau

Positionnement: il nous paraît important que le pS-Eau continue à jouer l'ensemble des rôles qu'il joue actuellement. C'est un élément important de sa valeur ajoutée et cela lui procure un avantage comparatif par rapport à ses concurrents. Selon notre analyse, le cœur du pS-Eau est constitué par l'addition de ses compétences en "R&D; accompagnement des acteurs; communication". Cette colonne vertébrale constitue une sorte de ligne Maginot du pS-Eau. Concernant les rôles pour lesquels il est en compétition avec d'autres acteurs (représentation des acteurs; plaidoyer; promotion de l'expertise française), le pS-Eau ne devrait pas nécessairement s'effacer car sa valeur ajoutée provient de sa capacité d'intégration des différents rôles qu'il joue.

Membership: trois recommandations portent sur le membership:

- régler la contradiction entre membres adhérents et membres participants. L'objectif à terme devrait être que l'ensemble des membres participants adhèrent à l'association, amenant ainsi le nombre d'adhérents entre 250 et 300;
- renforcer dans l'association la présence des catégories qui y sont faiblement représentées et notamment les acteurs Sud et les entreprises;
- l'évolution du membership "adhérents" doit se faire sans mettre en péril le positionnement d'intérêt général du pS-Eau qui doit rester, selon nous, un collectif au service d'un secteur, plus qu'un réseau au service de ses adhérents.

Gouvernance et participation: renforcer la participation des membres et faire grandir le sentiment d'appartenance au réseau. Entre autres, mais pas seulement, nous pensons que ce la doit passer par une implication plus grande des membres dans la gouvernance.

Financement:

- suivre l'évolution des besoins d'accompagnement liés à l'application de la loi Oudin. C'est une des clés de la pertinence du pS-Eau dans les années à venir;
- continuer à diversifier les financements et notamment à travers les partenariats avec les financeurs importants de la coopération décentralisée;
- mais aussi en multipliant les approches vers d'autres financeurs type fondations et entreprises privées;

- nous ne pensons pas qu'il soit réaliste que le pS-Eau s'engage dans une stratégie de facturation de ses services. Les services tels qu'ils sont fournis actuellement ne sont pas calibrés pour cela.

Connexion entre les pôles: maximiser les connexions entre les pôles est un challenge que le pS-Eau doit relever car c'est une des sources de sa valeur ajoutée. Nous pensons que le pS-Eau devrait "cartographier" plus précisément les points de rencontre entre pôles, identifier les points faibles et agir dessus.

Concernant le pôle R&D

Nous appuyons le positionnement de producteur de références qui est à la fois utile pour l'ensemble du secteur et améliore la visibilité du pS-Eau et de ses partenaires. Les améliorations possibles nous semblent être:

- Poursuivre la consolidation du pôle R&D en multipliant les partenariats.
- Diminuer le nombre de sujets retenus chaque année, ou au moins clarifier le positionnement des sujets retenus dans une grille à plusieurs niveaux:
 - étude légère (qq jours)
 - bilan approfondi sans expérimentation
 - bilan + études de cas (nécessitant des financements additionnels)
 - bilan + expérimentation impliquant le pS-Eau (nécessitant des financements additionnels)
- Améliorer les capacités de valorisation pour les sujets qui ont connu une phase d'expérimentation (par valorisation nous entendons essentiellement diffusion des résultats et appui à la mise en œuvre de projets).
- Clarification des limites du champ de travail du pôle R&D et notamment clarifier si les problématiques à la marge de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement peuvent rentrer dans les domaines couverts par la R&D ? Par exemple, les techniques liant les énergies propres (solaire, éolien, biogaz) qui sont ensuite appliquées au domaine EPA. La gestion des boues de traitement classées dans les déchets solides dont la gestion est du ressort des spécialistes assainissement liquide. Le pS-Eau devrait réfléchir aux opportunités et risques liés à ces champs de compétences « voisins ».

Enfin, le pôle R&D doit réussir le challenge de produire à la fois pour alimenter l'appui-conseil et pour nourrir sa dynamique de rapprochement avec les acteurs internationaux. Le choix des sujets de R&D doit se faire sous cet éclairage.

Concernant l'accompagnement des acteurs

Le pS-Eau pourrait améliorer son approche dans ce domaine en intégrant plus les appuis individualisés (portant surtout sur le montage de projet) et les appuis collectifs (la fonction d'animation et d'ensembliser du pS-Eau). Il devra se montrer innovant à ce niveau.

Dans les pays prioritaires, progressivement mettre en place des partenariats formalisés (type Madagascar) pour être en position d'exploiter les opportunités et de dépasser les dynamiques bilatérales.

Nous pensons que le pS-Eau ne pourra pas passer à côté du mouvement général des acteurs de la société civile vers une implication plus grande dans la concertation sur les politiques publiques, et que cette dimension devrait donc prendre un espace plus important dans les activités des pays prioritaires.

Enfin, et dans le but d'améliorer la performance du pôle, nous pensons que le pS-Eau devrait effectuer un bilan des différentes expériences qu'il a tenté ces dernières années dans deux domaines:

- l'organisation de l'appui conseil en France dans différentes régions;
- l'organisation des activités dans différents pays prioritaires.

Concernant la communication et plaidoyer

Concernant ce pôle nos recommandations sont plus opérationnelles que stratégiques.

Le pS-Eau a encore des marges de progrès importantes sur le plan de la communication, que ce soit en interne (communication électronique) ou en externe (la lisibilité de la ligne éditoriale; la zone de dialogue du moteur de recherche).

Le site internet est doté d'instruments de suivi (Google Analytics, Webtrends) qui pourraient être utilisés pour mieux suivre le rôle du pS-Eau. Par exemple le lancement des nouveaux documents du pS-Eau pourrait être suivi sur Google Analytics en utilisant la fonction "Goal".

Nous pensons que le pS-Eau devrait mettre plus en avant ses publications sur la base de données ("sur ce sujet, le pS-Eau vous propose").

Enfin, et c'est une des préoccupations actuelles, le pS-Eau doit mieux communiquer sur son identité. Selon cela passe par une meilleure mise en avant de la complémentarité entre les pôles et de la valeur ajoutée que cela procure au pS-Eau.

7. Annexes

Annexe 1: Liste des personnes interviewées

	Catégorie	Répondants
Répondants Nord	Membres du pS-Eau, CT	Jean-François Mangelaire ; CA Evry centre Essonne Basile Pierre ; CG Val de Marne Françoise Marchand ; Ville de Laval Angela Lantéri ; Grand Lyon
	Membres du pS-Eau, autres acteurs publics (agences de l'eau, etc.)	Arnaud Courtecuisse ; Agence de l'Eau Artois Picardie, Douai Cléo Lossouarn ; SIAAP Denis Dangaix ; Arene Stephanie Berthomeau ; Région Ile de France
	Membres du pS-Eau, acteurs non gouvernementaux	Emmanuel Ngnikam ; ONG ERA Cameroun ENSP Yaoundé Laurent Chabert d'Hières ; Eau Vive Félix Adégnika ; PDM Didier Ouédraogo ; Action Mopti
	Membres du pS-Eau, acteurs privés	Jean Claude Clermont ; Aquassistance Thierry Vandeveld , Fondation Véoli Environnement Myriam Bincaille ; Fonds Suez Environnement Initiatives Alban Domergue , Fondation Artelia (ex sogreah)
	Financeurs du pS-Eau	Andrée Pasternak ; DCT/MAE Lionel Goujon ; AFD François Lacroix - ONEMA
	Employés de pS-Eau	Sophie Charpentier Denis Desille Philippe Mouton Michel Taquet Pierre Marie Grondin Guillaume Aubourg Jean-Marie Ily Christophe Le Jallé Vincent Dussaux Céline Noblot
	Bailleurs de fonds (non financeurs du pS-Eau)	Geneviève Saulus ; Eau de Paris Pierre-Yves Le Chat ; Région Bretagne
	Personnes ressources	Jacky Cottet Christophe Brachet ; OIEau Claude Baehrel ; comité scientifique pS-Eau Jonathan Parkinson ; IWA Raymond Jost ; SIE

Burkina Faso	Autorités	Jean-Mathieu Bingbouré , Directeur Général des Ressources en Eau (DGRE qui dépend du ministère) Madame Sondo MAH; Mr Hien ONEA
	Membres du pS-Eau	Yongo Nignan , Directeur d'Eau Vive Burkina
	Bénéficiaires/partenaires	Mamadou Sembène , Directeur de la Maison de la Coopération Décentralisée Yazon Boué , Maire de Houndé
	Société civile	Juste Nansi , coordinateur national de l'IRC au Burkina
	Bailleurs	Christophe Barat , Directeur Adjoint de l'AFD Hélène Figea , Conseillère technique pour le programme Eau, Assainissement de la GIZ
Sénégal	Membres du pS-Eau	Marie Hélène Nédélec Ville de Saint Herblain
	Bénéficiaires/partenaires	Dominique Sene Caritas Kaolack
	Responsables de projets	Nicolas Dupuy Le Partenariat
	Bailleurs	Mustapha Ka - GRDR Pierre Boulanger Banque Mondiale Pauline Lecointe - SCAC
Madagascar	Autorités	Voahirana Rasoamanantena ; Direction régionale de l'eau Haute-Matsiatra
	Membres du pS-Eau	Frédéric Marquet ; région Picardie
	Bénéficiaires/partenaires	Mathieu Le Corre ; GRET Haingo Randrianarivony ; CITE
	Responsables de projets	François Simon ; Grand Lyon Suzanne Speidel ; AMIF Simon Randriatsiferana ; BAD

Annexe 2: Documentation consultée

Nous ne reprenons pas dans cette documentation la liste des documents produits par le pS-Eau en 2011-2012 du fait qu'elle figure déjà dans le corps du rapport (cf. tableau 7).

Année	Auteur	Titre	Editeur
Documents du projets et rapports d'activités			
2010	pS-Eau	Appuyer et développer les actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. Note d'Initiatives ONG - projet de structuration du tissu associatif (& annexes)	
2012	pS-Eau	Appuyer et développer les actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. Compte rendu technique & financier 2011 & annexes (pour AFD)	
2006-2011	pS-Eau	Rapport d'activités 2006 à 2011	
2011-2012		Bulletin de liaison du CA (4 bulletins)	
Fonctionnement R&D			
2012		Présentation du programme R&D	

2011-2012		Comptes rendus du comité scientifique du pôle R&D 2011 et 2012 (6 CR)	
2011-2012	Jean Marie ILY	Notes attentes et besoins 2011 et 2012 (2 notes)	
2012	Comité scientifique	Quand choisir et mettre en œuvre les mini égouts	
2012	Comité scientifique	Suivi des services d'eau par réseaux dans les bourgs et petites villes	
2011	Jean Marie ILY	L'eau solaire en Afrique - note pour le Comité Scientifique du pS Eau	
2011	Jean Marie ILY	Assainissement par mini égouts - Revue de la littérature et analyse bibliographique	
2009	Gilles BURKHARDT, Denis DESILLE, Christophe LE JALLE	Note de cadrage pour le lancement d'un programme recherche - action "la gestion des eaux pluviales en milieu urbain dans les pas en développement	

Évaluation pS-EAU

2011		Evaluation 2009-2010 du Programme Solidarité Eau	
2011	Stef LAMBRECHT	Stratégie Municipale Concertée, évaluation finale	Enki Consulting, PDM, pS-Eau
2011		Retour évaluation SMC (1 doc word, 2 presentations)	
2011	Bernard COLLIGON	La difficile maintenance des PMH	
2006	Philippe BOLO	Evaluation 2000 - 2004 du Programme Solidarité Eau	MAE

Cadre français

2011	Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats,	Coopération au développement : une vision française Document cadre	MAEE
2011	MAEE	L'action extérieure de la France pour l'eau et l'assainissement	
2010	AFD	Cadre d'intervention sectorielle Eau et Assainissement 2010 -2012	
2010	Coalition Eau	L'aide publique française au développement dans le secteur de l'eau potable & de l'assainissement sur la période 2001-2007, et les perspectives d'ici 2012	
2009	pS-Eau	Guide de la coopération décentralisée pour l'eau potable et l'assainissement	DGCID
2008	MAEE	Stratégie sectorielle Assainissement des eaux usées	
2007		Circulaire d'application de la loi Oudin-Santini	
2005		Loi Oudin Santini	

Documents pays prioritaires

Burkina Faso	2012	SIE et Comité du Livre bleu du Burkina Faso	Livre Bleu; L'eau, la vie, le développement humain. Burkina Faso (2eme édition)	
	2010	Sophie CHARPENTIER	La coopération décentralisée au Burkina Faso: des partenariats renforcés pour l'eau & l'assainissement	pS-Eau
	2006		Programme National d'Approvisionnement en eau Potable & d'Assainissement	
	2007	DGRE - Ouagadougou	Politique & Stratégie Nationales d'Assainissement	
	2011	Sophie	La mise en place de services techniques municipaux d'eau &	pS-Eau

	CHARPENTIER	d'assainissement	
2010	AFD	L'AFD au Burkina Faso. Agir en partenariat pour une croissance accélérée et un développement durable (2006-2010)	
2010	Eau Vive	Etude des conditions de diffusion des ouvrages d'assainissement autonome en milieu rural sahélien: Burkina Faso	
2011	Dominique PERRY	La Gestion Intégrée des Ressources en Eau: Approche stratégique d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement: le cas du Burkina Faso	EUE
2010	Vincent DUSSAUX	Agir pour l'eau & l'assainissement à Madagascar	CITE
2006	Christophe PERON	Acte des secondes Assises pour la coopération décentralisée à Madagascar	Ambassade de France
2010	CITE	Actions eau & assainissement de la coopération décentralisée & non gouvernementale franco-malgache à Madagascar	
	Ministère de l'Eau	Engagements du gouvernement Malgache en matière d'eau potable d'hygiène et d'assainissement jusqu'en 2015	
2010	Vincent DUSSAUX	La coopération décentralisée & non gouvernementale franco-malgache sur l'eau & l'assainissement: quelles attentes et quelles perspectives vis-à-vis d'une démarche de mise en réseau?	pS-Eau
2010	Vincent DUSSAUX	L'eau & l'assainissement à Madagascar: enjeux du secteur et rôle de la coopération décentralisée et non gouvernementale	pS-Eau
2010	Léa RASOLOFOSON-RAJAONAH	La coopération non gouvernementale face aux problématiques et enjeux du secteur eau & Assainissement à Madagascar	CITE
2010	Jean HERIVELO	Les enjeux de l'eau Madagascar	WASH
2010	IRD	Madagascar face au défi des Objectifs du Millénaire pour le développement	
2009	Vincent DUSSAUX, Léa RASOLOFOSON	Mise en réseau & appui à la Coopération décentralisée et non gouvernementale Eau/Assainissement à Madagascar: première rencontre du réseau Ran'Eau	CITE pS-Eau
2008	Ministère de l'Energie	Programme National d'Accès à l'Eau Potable & l'Assainissement, Période 2008 - 2012	
2009	PNUD	UNDP GoAL WaSH Programme Evaluation sectorielle de pays - Volume 1 : Madagascar	
2011	PEPAM	Revue annuelle conjointe du secteur de l'eau potable et de l'assainissement	
2011	PEPAM	Revue sectorielle conjointe 2011 - Bilan des indicateurs sectoriels	
2010	PEPAM	Revue annuelle conjointe 2010 - rapport de synthèse des travaux	
2010	SIE	Livre bleu - Sénégal: l'eau, la vie, le développement humain	
2012	AFD	L'AFD et le Sénégal. Un partenariat pour une croissance partagée et durable	
Autres documents			
2012	WSP	Water and Sanitation Program. Rapport FY 2012	World Bank
2012	WSUP	Financing water and sanitation for the poor: six key solutions (discussion paper #003)	
2012	SIE et Comité du Livre bleu du Burkina Faso	Livre Bleu; L'eau, la vie, le développement humain. Burkina Faso (2eme édition)	

2012	Bill and Melinda Gates Foundation	Water, sanitation & Hygiene. Strategy review	
2012	Béatrice ZARECKY	Solidarité internationale pour l'eau & l'assainissement - Des élus et des citoyens européens agissent	
2010	WSSCC, Genève	Investir dans une hygiène & un assainissement durables	
2006	WSP - Africa	L'Afrique et les ODM sur l'eau & l'assainissement: un état des lieux dans 16 pays africains	World Bank

Annexe 3: principales caractéristiques des publications du pS-Eau

Type	Cible	Caractéristiques	Produit par
Publications diverses pouvant faire partie d'une collection avec une charte graphique à décliner. Diffusion large, maquetées et imprimées par un presta			
Rapports d'études ou de recherche	Professionnels de la recherche, acteurs de coopération, acteurs E&A au sud	Format: ~30 à 200p Impression: Couv couleur, intérieur 2 couleurs ou n&B. Réalisation maquette: presta Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1000 à 2000	plutôt R&D
Guides outils et méthodes	Professionnels du secteur, acteurs de coopération au Nord, acteurs E&A au sud, gestionnaires de services au Sud	Format: ~25 à 200p Impression: Couv couleur, intérieur 2 couleurs ou n&B. Réalisation maquette : presta ou interne Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1000 à 3000	R&D CDNG
Documents de vulgarisation	Acteurs de coopération au Nord	Format: ~8 à 30p Impression: Couv couleur, intérieur quadri Réalisation maquette : presta ou interne Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1000 à 3000	plutôt CDNG
Documents pays			
Fiches pays	Acteurs de coopération au Nord, acteurs E&A au Sud	Format: ~2 à 4p Impression: quadri Réalisation maquette : interne (sauf partenariat spécifique) Diffusion: web (sauf partenariat spécifique) Nbr:	CDNG
Panoramas et cahiers techniques pays	Acteurs de coopération au Nord, acteurs E&A au Sud, gestionnaires de services au Sud	Format: ~20 à 40p Impression: Couv couleur, intérieur quadri, 2 couleurs ou N&B Réalisation maquette : presta Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1000	CDNG
Newsletters pays	Acteurs de coopération au Nord, acteurs E&A au Sud	Format: 1 à 2p Impression: / Réalisation maquette : interne Diffusion: mail + web Nbr: ~300 envois	CDNG
Plaquettes de communication	Acteurs de coopération au Nord, élus du Nord, techniciens de collectivités du Nord	Format: ~4 à 8p Impression: Couv couleur, intérieur quadri Réalisation maquette : presta Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1000 à 3000	PSIE CDNG
Flyers publication	fonction de la publication	Format: ~2 à 4p	PSIE

	concernée	Impression: Couv couleur, intérieur quadri Réalisation maquette : presta Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1000 à 3000	CDNG R&D
Publications diverses pouvant faire partie d'une collection avec une charte graphique à décliner. Diffusion restreinte, maquettage interne, impression non systématique			
Notes de synthèse thématiques	Professionnels de la recherche, acteurs de coopération, acteurs E&A au sud	Format: ~1 à 10p Impression: N&B (ou selon éditeur) Réalisation maquette : interne (ou par éditeur) Diffusion: papier (pas systématique) + mail + web Nbr: selon besoins	R&D
Fiches techniques	Acteurs de coopération au Nord, élus du Sud, élus du Nord, Partenaires financiers	Format: ~2 à 8p Impression: N&B (ou selon éditeur) Réalisation maquette : interne (ou par éditeur) Diffusion: papier (pas systématique) + mail + web Nbr: selon besoins	plutôt CDNG
Publications récurrentes avec charte graphique propre et unique			
Lettre du pS-Eau	Tout le réseau	Format: 16p Impression: 2 couleurs Réalisation maquette : presta Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~1700 papier + 15000 mails	PSIE
Newsletters thématiques	Tout le réseau	Format: 1 à 5p Impression: / Réalisation maquette : interne Diffusion: mail + web Nbr: ~1000 à 20000 envois	PSIE R&D
Rapports d'activités	Principalement les membres	Format: 20 à 36p Impression: quadri Réalisation maquette : presta Diffusion: papier + mail + web Nbr: ~200 papiers + 200 mails + web	PSIE
Evaluations	Principalement les membres	Format: 20 à 50p Impression: couv quadri, intérieur n&b, 2 couleurs ou quadri Réalisation maquette : presta ou interne Diffusion: web, éventuellement mail, éventuellement papier Nbr: selon besoin	
Bulletin de liaison	Membres du CA et adhérents	Format: 6 à 8 p Impression: / Réalisation maquette : interne Diffusion: mail Nbr: 100	PSIE
Publications ponctuelles			
Contributions, Articles	Selon public de la publication	selon demande d'un partenaire	PSIE CDNG R&D
Outils pédagogiques	Tout public	selon besoin	PSIE CDNG
Actes de rencontres	Selon public de la rencontre	selon demande d'un partenaire	CDNG

(source: pS-Eau, préparé dans le cadre de l'évaluation)

Annexe 4: Publications 2011-2012; impressions papier

Récapitulatif et totaux par publication		
Titre de la publication	versions	Nombre d'exemplaires imprimés
Guide SMC 1	EN	1100
	FR	3000
Guide SMC 2	EN	0
	FR	1000
Guide SMC 3	EN	1000
	FR	2000
Guide SMC 4	EN	1000
	FR	3000
Guide SMC 5	EN	1000
	FR	3000
Guide SMC 6	EN	1000
	FR	3000
Lettre du pS-Eau 64		2500
Lettre du pS-Eau 65		2300
Lettre du pS-Eau 66		2200
Lettre du pS-Eau 67		2200
Lettre du pS-Eau 68		2200
Lettre du pS-Eau 69		2200
Lettre du pS-Eau 70		1900
Agir pour l'eau et l'assainissement à Madagascar		1000
Bilan 2010 de la coopération décentralisée	FR	4000
	EN	1000
	ES	500
Bilan 2011 de la coopération décentralisée		2000
Élaborer une politique et des stratégies nationales pour l'assainissement	FR	1000
	EN	500
flyer 1% pour FME		3000
La mise en place de services techniques municipaux d'EPA au Burkina Faso		1000
livret 1% europe		2000
Plaquette 1% solidaire pour l'eau		3000
Plaquette 1% solidaire pour l'eau réédition		5000
Plaquette Pacte d'istanbul		2000
Plaquette SMC 8 pages		1000
Rapport d'activités pseu 2010		250
Rapport d'activités pseu 2011		300

Le Limousin solidaire de l'Oubritenga (expo)		1
Réalisation et gestion de forages équipés d'une pompe à motricité humaine en Afrique subsaharienne		réalisé par l'AFD
Retour d'expériences sur les modes de gestion de services d'eau potable à Madagascar		réalisé par le CITE
Retour d'expérience sur l'assainissement liquide à Madagascar		réalisé par le CITE
Suivi évaluation et coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement : Enjeux et pratiques ? (Actes)		réalisé par l'Arene idf
Piloter un projet dans le domaine de l'eau et de l'assainissement		réalisé par le F3E
Concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets E&A		réalisé par le F3E
Guide 18 questions pour des services durables		en cours; à priori 200 dans un premier temps
Suivi technique et financier et régulation des services d'eau		en cours; à priori 2000
Plaquette 1% bassin RMC		en cours